



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2018-02-16 / 2018-02-28]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Essai d'analyse de la situation en Ituri et un appel au secours en février 2018

L'année 2018 semble être pour la population de la Province de l'Ituri, un temps de grands défis en matière de sécurité sociale. Les nouvelles qui nous viennent du territoire de Djugu nous inquiètent grandement. Ce territoire est le plus peuplé de la Province et son hétérogénéité est sa caractéristique principale. Il y a lieu de signaler qu'il est l'un des greniers de la Province de l'Ituri.

Dans ce territoire, depuis les violences de 1999 à 2004 qui avait fait plus de 60.000 victimes, les deux ethnies majoritaires à savoir Hema et Lendu essayaient de vivre ensemble dans la paix et la complémentarité. Les gens ont encore le triste souvenir des lourdes pertes de cette première guerre violente en Ituri. Néanmoins depuis la fin du mois de janvier 2018, une petite minorité qui serait manipulée par des mains noires étrangères à la Province, rêve de perturber à nouveau la tranquillité de cette Province à partir de Djugu. Depuis le 3 février, la violence s'étend du Lac Albert et comme une incendie qui emprunte la chaîne de montagne de Mont bleu pour jeter dans l'exode certains habitants des paroisses Kasenyi, Chomia, Lita, Jiba, Drodro ; Pimbo, Bambu et une partie de la paroisse de Mudzi-Maria dans les villages de Malili. Nous déplorons les incendies des villages de Logo, Toto, Kparganza, Lona, Tskpa, Blukwa, Katoto et Largu.

Actuellement, nous dénombrons plus de 3.000 réfugiés dans le camp de fortune à l'hôpital général de Bunia sans compter les autres réfugiés accueillis dans des familles ou accueillis par des communautés chrétiennes de base comme c'est le cas des communautés de Pukpa, Buyroy et Buykati ; certaines écoles sont fermées et même le petit séminaire diocésain de Fataki a retourné les séminaristes dans leur famille. La violence a vidé certaines paroisses de leurs pasteurs comme c'est le cas de la Paroisse de Jiba, la Paroisse Pimbo et la Paroisse de Lita, mais à la Paroisse de Drodro, le curé est resté sur place pour accueillir les réfugiés qui accourent vers cette Paroisse. Ainsi, il y a nécessité d'identifier les vrais problèmes de cette situation dramatique qui a déjà fait plusieurs dizaines de morts et beaucoup de blessés avec tous ces déplacés qui se ruent vers la ville de Bunia et d'autres destinations

Quelques faits insolites qui peuvent retenir notre attention sont : du 4 au 7 février 2018, les assaillants nus et qui sont armés passent à l'action dans Djugu. Certaines rumeurs rapportent que ces assaillants perçoivent 20.000 Francs congolais avant d'aller attaquer les villages. Certaines personnes racontent que des assaillants veulent venger le Père Carme Florent mort à Drodro à la Pentecôte 2017. Leur mode d'opération est similaire à celle qui endeuille les populations de Beni. Tout cela est à situer dans un contexte de crise constitutionnelle que connaît la République Démocratique du Congo. Cette région regorge du pétrole et le gouvernement aurait déjà signé à Paris un contrat d'exploitation de ce pétrole. Signalons également que deux jours après le début des troubles en Ituri, le Président de la CENI, Monsieur Corneille Nanga déclarait que les violences en Ituri compromettraient la tenue des élections à la fin de cette année. Aussi certains estiment que cette situation serait une des manœuvres du pouvoir central pour ne pas organiser les élections futures. Actuellement, Kinshasa a déployé une force policière d'interposition dans les zones sinistrées. Il est admis présentement, par les communautés de l'Ituri, que

cette situation n'est pas le fait d'une tension tribale, car Lendu et Hema et les autres tribus fuient ensemble et cherchent asile à Bunia ou en Uganda, Pays voisin à la République Démocratique du Congo.

Cette situation de fait nous oblige à nous demander quelle est notre foi ? Pour répondre à cette question nous estimons que quelques actions humanitaires et de lobbying peuvent contribuer à une sortie possible de crise dans le sens d'une foi vivante par l'action concrète et contextuelle. Il est urgent de faire un plaidoyer auprès des autorités tant nationales que provinciales afin qu'ils rencontrent les notabilités locales pour les impliquer dans la stabilisation de la Province, en faisant au préalable avec eux un bilan réaliste des pertes de chaque groupe ethnique. Comme Pasteurs, nos homélies doivent inviter à l'arrêt des tueries en vue d'une sincère réconciliation. Les parlementaires de la province, soit au niveau provincial ou national, peuvent assumer leur mission dévouée à un élu du Peuple ; l'Ordinaire du lieu Mgr Dieudonné Uringi dans son homélie de dimanche 11/02 invitait à la responsabilité de tous dans la recherche de solution efficace. Chaque personne est interpellée sur la qualité de son humanité et son possible effort de charité sans clivage tribal.

Concrètement, nous invitons :

1. Les responsables de nos communautés de base à la conscientisation de tous à la paix.
2. Une collecte de vivre et d'habits est organisée en faveur des personnes réfugiées comme fruit de notre foi chrétienne
3. nous invitons toutes les personnes de bonne volonté à nous accompagner dans cette mission d'une urgence capitale.
4. Enfin soutenons nos efforts communs par une fervente prière quotidienne dans chacune de nos familles.

La Communauté des Missionnaires d'Afrique, Bunia.

Fernandez G. Manuel Gautier Sokpo Michel Ouédraogo

Vendredi 16 février.

Coupures d'internet en RDC: les ONG menacent de saisir la justice. Huit ONG des droits de l'homme basées dans le Haut-Katanga accusent les compagnies de télécommunications de jouer le jeu du pouvoir au détriment des intérêts et droits de leurs clients. Dans un communiqué de presse publié jeudi 15 février, ces ONG condamnent les coupures fréquentes d'internet « pour des raisons politiques » et menacent de saisir la justice pour que toutes les victimes de ces coupures soient rétablies dans leurs droits. Ces ONG disent avoir « constaté que ces entreprises sont en train de se comporter comme si elles étaient des alliées des partis au pouvoir plutôt que de défendre les intérêts de leurs clients. » Elles dénoncent ce comportement qui ne protège pas suffisamment les droits des Congolais. Hubert Tshiswaka fait même état d'une démarche visant à saisir la justice. L'accès à internet et aux SMS avait été bloqué samedi 20 janvier à 23 heures, la veille du jour prévu par le Comité laïc de coordination (CLC) pour marcher afin de réclamer l'application intégrale de l'accord du 31 décembre 2016. Cette mesure avait été prise par le gouvernement congolais pour « des raisons de sécurité ». Les autorités congolaises avaient ordonné une coupure similaire dans la nuit du samedi à dimanche 31 décembre 2017, coïncidant avec une autre marche initiée par le CLC.

L'Unicef très préoccupé par les 46 000 enfants déplacés ou réfugiés de l'Ituri. L'Unicef est très préoccupé par la situation de plus de 46 000 enfants qui sont en fuite à cause des violences, indique un communiqué publié ce vendredi 16 février. Les violences interethniques qui ravagent depuis le mois de décembre la province de l'Ituri, au nord-est de la RDC ont généré d'importants mouvements de population à l'intérieur de la Province ainsi que vers l'Ouganda voisin. Plus de 70 villages ont été incendiés lors des récentes violences, renseigne l'Unicef. Plus de 76 meurtres à l'arme blanche ont été documentés, parmi eux une majorité de femmes et d'enfants, poursuit le document. Au moins trois centres de santé et sept écoles ont été pillés et/ou incendiés, privant les enfants de soins de santé et d'éducation. L'Unicef estime que plus de 100 écoles ont interrompu les cours, privant 30 000 enfants de leur scolarité. L'Unicef et ses partenaires ont identifié 70 enfants non-accompagnés et 245 enfants séparés de leurs familles en besoin urgent d'assistance sur les alentours de l'Hôpital général de Bunia, le chef-lieu de la province de l'Ituri. En réponse à la crise, l'UNICEF a activé à partir de son bureau de Bunia son Programme de réponse rapide aux mouvements de population (RRMP), indique le communiqué.

Mbuji-Mayi: une campagne de recouvrement forcé des taxes dérape. Depuis deux semaines, des éléments de la police sont déployés dans la ville pour vérifier auprès des tenanciers des commerces, pharmacies, terrasses et autres établissements commerciaux les preuves de paiement de ces taxes pour les quatre dernières années et contraindre ceux qui ne sont pas en ordre à s'en acquitter dans l'immédiat. Devant ceux qui sont dans l'impossibilité de s'acquitter de cette obligation fiscale dans l'immédiat, les policiers ont reçu l'ordre de sceller leurs commerces, rapportent des sources sur place. Les

organisations de la société civile locales dénoncent une procédure illégale, soulignant que certains commerces ont été scellés alors que leurs propriétaires n'ont pas été au préalable avertis ou sommés. Rachel Kapinga, la coordinatrice

provinciale de la nouvelle société civile du Congo plaide pour un moratoire et appelle à la cessation de la brutalité qui accompagne cette campagne de recouvrement forcé.

Kinshasa : des étals de fortune détruits par la police au nom de l'assainissement de la ville. Les éléments de la police de Kinshasa détruisent depuis mercredi 14 février des étals, terrasses, bars et autres restaurants de fortune installés le long de grandes artères de Kinshasa. L'objectif de cette opération : assainir la ville de Kinshasa des établissements commerciaux irréguliers qui produisent des déchets et rendent la ville insalubre, ont expliqué des sources de l'hôtel de ville de Kinshasa. Font également les frais de cette opération, les cambistes, les vendeurs ambulants et les commerçantes qui étalent leurs marchandises au sol.

RDC : des parlementaires inquiets de la lenteur dans le traitement de la requête en inconstitutionnalité de la loi électorale. Les députés et sénateurs qui avaient déposé le 15 janvier à la Cour constitutionnelle une requête en inconstitutionnalité de la loi électorale s'inquiètent de la lenteur dans le traitement de ce dossier et du silence de cette institution. Henri-Tomas Lokondo, l'un des initiateurs de cette action, est convaincu que si le «droit est dit, les juges déclareront l'article 118 de la loi électorale inconstitutionnelle» pour ce qui concerne particulièrement le cas du candidat indépendant. Les initiateurs de avaient indiqué que la loi électorale promulguée le 24 décembre par le chef de l'Etat violait certaines dispositions de la constitution. Ils ont indexé les dispositions fixant le seuil de représentativité au niveau national pour les candidats députés et la caution jugée exorbitante.

Kisangani : 111 cas de rougeole enregistrés, les autorités appellent à la vaccination de tous les enfants. La ministre de la Santé de la Tshopo, Bernadette Furaha appelle tous les parents de Kisangani à vacciner leurs enfants contre la rougeole pour prévenir tout risque d'infection à cette maladie. D'après Mme Furaha, déjà 111 cas de rougeole ont été enregistrés dans les zones de santé d'Ubundu et Lubunga à Kisangani depuis début février.

Djugu : un chef coutumier appelle à l'implication des autorités pour le retour de la paix. Le chef des Bahema, une communauté du territoire de Djugu (Ituri), appelle à l'implication des autorités pour que la paix revienne dans ce territoire. Depuis deux mois, ce territoire est touché par des violences intercommunautaires et plusieurs déplacements de la population ont été enregistrés notamment dans le groupement de Blukwa, considéré par des sources sécuritaires comme l'épicentre de ce conflit. Sur place, près de 2 600 cases ont été incendiées dans les violences, a indiqué le chef Bahema. D'après ce chef coutumier, les récentes violences intercommunautaires ont fait plus de 30 morts et dix de onze regroupements de sa chefferie ont été affectés par ces violences.

L'UDPS veut jouer un rôle de premier plan en RDC, 36 ans après sa création. « Après le départ de Kabila, l'UDPS est résolument déterminé à jouer un rôle de premier plan dans ce pays. Nous ne laisserons plus de temps. Nous n'accepterons plus de servir des marchepieds. Trente-six ans c'est beaucoup », a affirmé Jean-Marc Kabund, secrétaire général de l'UDPS. Il s'exprimait à l'occasion de la célébration des 36 ans d'existence de ce parti d'opposition.

Bukavu : la population en colère après le meurtre de 3 personnes. Les habitants de certains quartiers de la commune de Kadutu et d'Ibanda dans la ville de Bukavu ont exprimé leur colère ce vendredi matin contre le meurtre de trois personnes jeudi 15 février la nuit. Ils ont barricadé toutes les routes pour manifester leur ras-le-bol. La police est intervenue pour les disperser. Selon un officier de la police, « la situation est intenable ».

Leila Zerrougui et Thambwe Mwamba ont échangé sur le rôle de la justice en période électorale. La représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU en RDC, Leila Zerrougui a échangé, vendredi 16 février à Kinshasa, avec le ministre de la Justice, Alexis Thambwe Mwamba, sur le rôle de la justice dans une année électorale. Dans leur discussion, les deux personnalités ont aussi abordé la question de la coopération judiciaire entre la Monusco et le gouvernement congolais. Elle a aussi annoncé qu'il y a des projets en cours entre la Monusco et le gouvernement, entre autres, la réhabilitation des prisons, l'amélioration des conditions des détentions, le travail sur les droits de l'homme et l'appui dans le cadre des audiences foraines.

Kindu : plaidoyer pour l'élection dans un bref délai d'un nouveau gouverneur. L'Alliance des forces populaires et patriotiques du Congo (AFPC), parti membre de la Majorité présidentielle, réclame l'élection d'un nouveau gouverneur de la province dans un bref délai. Selon cette formation politique, l'élection du nouveau gouverneur va contribuer à la résolution des conflits et des problèmes de sécurité qui secouent notamment le territoire de Kabambare. La province du

Maniema n'a plus de gouverneur depuis le la déchéance de Pascal Tutu Salumu par l'assemblée provinciale en décembre 2017.

Goma : la police empêche la marche du Front citoyen. La police nationale congolaise (PNC) a empêché vendredi 16 février matin à Goma, une marche de la plateforme de l'opposition Front citoyen pour la République «préoccupée par une nouvelle forme d'insécurité dans certains quartiers périphériques de la ville». Cette structure a voulu dénoncer notamment le fait que des centres de santé et dispensaires sont attaqués ces derniers temps nuitamment par des assaillants qui utilisent des armes blanches. La police a déployé un important dispositif dans certains endroits stratégiques de la ville pour empêcher cette marche pacifique. Cette marche de l'opposition a été interdite par le maire adjoint de Goma, Juvénal Ndobereye Senzige, à travers une lettre signée le 15 février, dans laquelle il rappelle que «toute manifestation publique est interdite provisoirement en ville de Goma depuis novembre 2017.» La majorité présidentielle appelle les opposants à «ne pas recourir systématiquement à la marche ou à des manifestations publiques pour interpeller l'autorité». Parce que, indique la MP à Goma, il existe d'autres alternatives pour le faire.

«Congo en Marche» accuse Joseph Kabila et Félix Tshisekedi d'entretenir la crise politique. La plateforme politique «Congo en marche» accuse le président de la République, Joseph Kabila et le Président du Rassemblement de l'opposition, Felix Tshisekedi d'entretenir la crise politique en cours qui bloque la mise en application de l'accord de la Saint Sylvestre. Son président, Médard Kankolongo, propose que le président Joseph Kabila et Felix Tshisekedi se rencontre «pour définir comment appliquer l'accord de la Saint Sylvestre.»

Samedi 17 février.

RDC: 6 militaires congolais tués dans des affrontements avec l'armée rwandaise. L'armée congolaise a enregistré «au total six morts dans ses rangs et quatre blessés dont deux graves», a déclaré à la presse le commandant de l'opération Sokola 2, chargée de la traque des rebelles hutu rwandais de Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR). «Alors que nous avons observé l'ordre de cesser le feu venu de Kinshasa, à la demande des autorités militaires de Kigali, les soldats rwandais ont continué de tirer, faisant ces victimes dans nos rangs», a expliqué le général Mandevu. «Des troupes rwandaises avaient occupé trois positions sur le territoire congolais et y ont creusé des trous de fusiliers, ce qui signifie qu'ils étaient venus pour faire la guerre», a-t-il ajouté. Tout en décrivant la situation dans la zone, il indique que seuls les résultats de l'enquête de la Conférence internationale pour la région des Grands lacs (CIRGL) permettront de faire la lumière sur le sujet. Le Rwanda dément. Dans un communiqué, le ministère rwandais de la Défense a indiqué jeudi soir qu'il avait chargé le Mécanisme de vérification conjointe (EJVM) - une équipe d'enquête régionale - d'enquêter sur les circonstances dans lesquelles les forces congolaises ont attaqué mardi la base de l'armée rwandaise en territoire rwandais.

L'OMS envoie des kits pour lutter contre le choléra à Lisala. Dans un communiqué publié vendredi 16 février, l'OMS annonce avoir envoyé en urgence un kit anti-choléra à Lisala (Mongala) pour appuyer le gouvernement dans la lutte contre cette épidémie.

Uvira: l'armée annonce la capture de 15 miliciens Yakutumba. Le secteur opérationnel Sokola 2 des Fardc au sud du Sud-Kivu dit avoir capturé jeudi 15 février plus de quinze combattants du groupe Yakutumba sur l'axe Kikonde-Kazimia, dans la forêt de Ngandja. Une quantité importante de leurs armes de guerre, dont des armes d'appui et des mitraillettes, ont été récupérées ; alors que leur chef milicien court toujours. L'armée régulière signale que le trafic entre Uvira et Kalemie n'a pas encore repris de manière officielle. Selon elle, les autorités civiles provinciales feront la réouverture officielle du trafic lacustre après que les forces régulières auront fini l'opération de ratissage sur le littoral d'Ubwari. Les Fardc encouragent par ailleurs les autres combattants Yakutumba dispersés dans la forêt de Ngandja, à emboîter le pas des combattants du groupe Malaïka, qui se rendus aux autorités dans la province voisine du Maniema. Plus de 250 miliciens Maï-Maï Malaïka se sont en effet rendus jeudi dans les localités de Maulu-Mwanda et à Wamaza (Maniema), en présence du chef de collectivité de Bangubangu Wamaza et des officiers des Fardc.

Les Fardc confirment l'incursion de l'armée rwandaise en RDC. Le commandant de l'opération Sokola 2, le général Bruno Mandevu, confirme l'incursion de l'armée rwandaise sur le sol congolais le 13 février provoquant ainsi un affrontement avec les Fardc. Le bilan fait état de dix militaires congolais tués et quatre autres blessés. Le général Mandevu a rejeté les affirmations des autorités rwandaises, accusant les militaires congolais d'avoir violé leur territoire.

RDC : manifestations à Ango après le meurtre de 4 personnes. La population du territoire d'Ango dans la province du Bas-Uele s'est soulevée samedi 17 février matin et a brûlé quelques maisons des étrangers, en majorité des Soudanais et éleveurs Mbororos. Elle dénonce le meurtre de quatre personnes, la veille, par des individus armés à 15 km de la cité d'Ango. A Ango, le commun des mortels attribue ce drame aux éleveurs Mbororos, affirme la société civile locale. Pour sa

part, l'administrateur du territoire d'Ango, Dieudonné Badele, pense que ce meurtre serait plutôt l'œuvre des présumés rebelles de la LRA. La police use de tous les moyens à sa disposition pour rétablir l'ordre. Des coups de feu et des gaz

lacrymogènes ont été entendus dans la cité. Un étudiant considéré comme meneur du soulèvement populaire est mis aux arrêts.

Un conflit foncier fait 8 morts à Aru. Les bagarres enregistrées depuis quatre jours dans la chefferie de Lu en territoire d'Aru, à environ 300 km de Bunia (Ituri) ont fait huit morts et plusieurs blessés. Elles ont opposé les habitants du même groupement, qui se disputent la propriété d'un terrain. Les deux dernières victimes ont été tuées la nuit de vendredi à samedi 17 février au village Etopi, selon la société civile locale, qui appelle à l'intervention des autorités pour mettre fin à l'escalade.

Beni: 5 morts dans une embuscade attribuée aux ADF. Cinq civils ont été tués et huit autres grièvement blessés au cours d'une embuscade tendue samedi 17 février matin par des présumés rebelles des ADF à Linzo Sisene, une localité du territoire de Beni (Nord-Kivu) située à une quarantaine de km de la ville de Beni. Selon les sources de la société civile, les victimes étaient à bord d'un véhicule de l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN), qui partait de Beni à Epulu dans la province de l'Ituri.

Dimanche 18 février.

Ituri : un véhicule de RFO ciblé par des hommes armés, cinq morts. Cinq personnes ont été tuées et trois autres grièvement blessées dans une attaque des hommes armés survenue samedi 17 février contre un véhicule appartenant à la Réserve de Faune à Okapi (RFO) à Epulu dans le territoire de Mambasa (Ituri). Selon le conservateur assistant de la RFO Mwissa Muzaliwa, le véhicule revenait d'une mission officielle à Beni lorsqu'il a été pris pour cible par une dizaine d'hommes lourdement armés au niveau de Mayuwano. Les assaillants ont alors ouvert le feu sur le véhicule de la Réserve qui roulait alors à vive allure, relate la même source, précisant que le conducteur du véhicule a continué sa course jusqu'à Eringeti, malgré les coups de feu. La plupart des victimes sont des membres de la communauté locale d'Epulu qui revenaient d'un deuil à Beni ville.

Leïla Zerrougui « rassurée » de la volonté des autorités de collaborer avec la Monusco. La nouvelle Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU en RDC Leïla Zerrougui s'est dite « rassurée » de la volonté des autorités congolaises de collaborer avec la Monusco. Elle l'a dit vendredi à l'issue de l'audience que lui a accordé le Premier ministre Bruno Tshibala. Afin d'améliorer justement les actions de la Monusco sur terrain, la cheffe de la Monusco a promis de mener un plaidoyer auprès du Conseil de sécurité de l'ONU pour que la mission puisse disposer de plus de moyens.

RDC : dix-huit réfugiés rwandais en route vers leur pays. Dix-huit réfugiés rwandais qui vivaient à Kisenge dans le Lualaba arrivent ce dimanche à Lubumbashi pour être rapatriés au Rwanda. D'après des sources locales, ces réfugiés avaient exprimé le vœu de retourner dans leur pays après plusieurs années passées dans ce coin du Lualaba. Au départ 39 candidats au retour, seuls 18 réfugiés rwandais vont finalement rentrer avec le concours du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) qui collabore avec le gouvernement provincial du Lualaba.

Kongo-Central : mise en service « expérimentale » de la Centrale hydroélectrique de Zongo II. La centrale hydroélectrique de Zongo II a été mise en service depuis une semaine, cinq ans après le lancement des travaux de sa construction. Il s'agit de la phase expérimentale de la mise en marche de cette Centrale constituée de trois machines dont chacune est en mesure de produire 50 MW. Cette Centrale ne pourra pour l'instant pas encore alimenter la ville de Kinshasa parce que la ligne Haute tension 220 Kilovolt qui devra acheminer cette énergie électrique est encore en construction. Selon les ingénieurs congolais et chinois affectés à la maintenance de cet équipement, Zongo II s'impose comme la centrale hydroélectrique la plus moderne constituée des machines de la dernière génération technologique.

Accrochages Fardc-Armée rwandaise : les corps de trois militaires congolais tués rapatriés en RDC. Le gouvernement rwandais a rapatrié samedi les corps de trois militaires congolais tués lors des accrochages entre les Fardc et les éléments des forces armées rwandaises (FAR) survenus le 13 février dernier à Sabinoye et Visoke, en plein Parc des Virunga. C'est au poste frontalier de la Grande Barrière de Goma que l'armée rwandaise a restitué aux Fardc les dépouilles de ces trois militaires, considérés par l'armée congolaise jusque vendredi comme « portés disparus » à la suite des combats. Pour l'instant, un cessez-le-feu est observé par les deux forces armées en attendant les résultats de l'enquête de la commission conjointe de vérification de la CIRGL. D'après l'armée congolaise, ces affrontements sont consécutifs à l'incursion de l'armée rwandaise sur le sol congolais le 13 février.

Bukavu : accrochage entre bandits et policiers en plein bouclage. Des coups de feu ont été échangés entre des policiers et des criminels durant la nuit de samedi à ce dimanche 18 février dans la commune de Kadutu à Bukavu (Sud-Kivu). Cet

accrochage est survenu à la suite d'une tentative de cambriolage dans une maison, découverte par les voisins qui ont alerté la police, en pleine opération de bouclage dans le quartier. La ville de Bukavu connaît depuis plusieurs semaines un regain d'insécurité. Des hommes armés non identifiés attaquent de plus en plus des domiciles des particuliers dans plusieurs communes de la ville. Jeudi dernier, trois personnes avaient trouvé la mort et plusieurs personnes blessées à la suite de cette série d'attaques des hommes armés contre les habitations des civils.

Ango : un mort lors des protestations contre le meurtre de 4 habitants. Une personne a succombé de ses blessures à la suite des manifestations organisées samedi par les habitants d'Ango (Bas-Uele) pour protester contre le meurtre la veille de quatre habitants de la cité par des hommes armés non identifiés. A la suite de ce quadruple meurtre vendredi en effet, les habitants d'Ango se sont révoltés samedi à l'arrivée des corps et ont brûlé quelques maisons des étrangers, en majorité celles des Soudanais et des éleveurs Mbororos. Des dégâts matériels importants ont également été enregistrés à la suite de ces protestations populaires. D'après M.Badele, dix-sept familles ont perdu leurs habitations ainsi que leurs biens dont deux motos, des ustensiles de cuisine et des habits.

RDC: 8.307 autodidactes participent aux préliminaires de l'examen d'Etat. Le ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel a organisé ce dimanche 18 février l'épreuve préliminaire des candidats autodidactes pour l'examen d'Etat et le jury national du cycle court 2018 sur l'ensemble du territoire national. Au total, 8.307 candidats sont enregistrés dans 193 centres, soit une moyenne de 43 candidats par centre pour le cycle long et 8 candidats par centre pour le cycle court.

Conflits à Djugu : l'ONG Justice Plus a comptabilisé 60 morts et plus de 1000 maisons incendiées. L'ONG de défense des droits de l'homme Justice Plus dresse un tableau sombre de regain de violence dans le territoire de Djugu. Dans un communiqué de presse publié dimanche 18 février, cette structure affirme avoir enregistré 60 morts, plus des milles maison incendiées, de centaines des blessés et environs deux cent mille déplacés depuis le début de ce conflit. Elle appelle à une intervention des Autorités pour mettre fin à ce conflit. Cette structure de défense des droits de l'homme encourage les communautés locales en conflit de privilégier le dialogue et de bannir la vengeance.

Péage, commerce et sécurité aux frontières au menu de visite de Joseph Kabila en Zambie. Le président Joseph Kabila a échangé avec son homologue zambien Edgar Lungu, au cours de sa visite en Zambie samedi 17 et dimanche 18 février, sur des questions liées au péage, au commerce et à la sécurité aux frontières entre les deux pays. Ces échanges ont eu lieu dans le cadre de la commission bilatérale RDC-Zambie. La sécurité aux frontières a aussi été évoquée entre les deux délégations. La délégation congolaise était composée cinq ministres et chacun d'eux a parlé des questions concernant son secteur. Joseph Kabila a affirmé qu'il tient à l'organisation des élections libres, crédibles et transparentes en décembre de cette année.

Lundi 19 février.

Kasaï central : Denis Kambayi publie son gouvernement. Le gouverneur du Kasaï-Central, Denis Kambayi a publié dimanche 18 février à Kananga, son équipe gouvernementale. Elle est composée de 10 ministres, d'un secrétaire exécutif et ses deux adjoints. Denis Kambayi indique avoir tenu compte entre autres des réalités sociologiques, de compétences et de la représentativité de la femme. En dehors de ces 10 ministères, le gouverneur Kambayi a créé un secrétariat exécutif et la personne désignée qui passe également pour le porte-parole du gouvernement vient de l'opposition.

Des habitants de Pweto sensibilisés à la cohabitation pacifique. Le vice-gouverneur de la province du Haut-Katanga, Jean Kalenga Mambepa, a indiqué dimanche 18 février avoir sensibilisé les habitants du secteur de Lukwanzola et Lwanza à la cohabitation pacifique, lors de son récent séjour dans cette partie du territoire de Pweto. Le territoire de Pweto est le théâtre depuis un certain temps d'affrontements intercommunautaires entre les Twa et les Bantous, ayant occasionné le déplacement des populations. Mais plus de huit mille déplacés qui avaient fui leurs villages à la suite de ces affrontements sont déjà de retour.

Maniema: un ultimatum de 15 jours pour remettre les biens publics détournés. Le président de la commission spéciale d'enquête mise en place par l'assemblée provinciale du Maniema, Leonard N'sanda Buleli, demande à tous ceux qui détiendraient les biens de la province de manière illégale et frauduleuse de les remettre à l'assemblée provinciale dans les quinze jours. Cinq véhicules et plusieurs motos de l'Etat, détournés pendant le règne du gouverneur de province déchu

Pascal Tutu Salumu, ont été récupérés par cette commission. Passé ce délai de quinze jours, l'organe délibérant du Maniema va saisir la justice contre le détournement de biens publics. Après investigation, cette commission dit avoir constaté douze

faits graves qui pourraient entraîner la mise en accusation de l'ancien gouverneur devant la Cour suprême de justice, sans autres précisions.

Gestion des immondices à Kinshasa : les communes mises à contribution. Lors d'une réunion organisée il y a quelques jours à l'Hôtel de ville de Kinshasa, le gouverneur André Kimbuta a rappelé à tous les bourgmestres de s'impliquer dans la gestion des décharges publiques et centres de transit des déchets se trouvant dans leurs communes. Ils sont notamment invités à trouver des moyens pour l'entretien de ces sites, connus pour leur débordement et leur puanteur. Si à Kintambo les travaux de la gestion des déchets ont déjà commencé, d'autres municipalités trainent le pas. Après le désengagement de l'Union européenne du projet d'assainissement de la ville de Kinshasa en août 2015, les immondices s'étaient entassées dans les décharges publiques. Le gouverneur de Kinshasa, André Kimbuta, avait évoqué des problèmes financiers pour évacuer les poubelles. Selon lui, le gouvernement central avait pris l'engagement de financer à hauteur de 800 000 dollars américains par mois les travaux d'évacuation et d'enfouissement de ces immondices durant une année. Ce qui n'aurait pas été fait à l'époque. De son côté, la primature, à travers un communiqué, avait indiqué que cette tâche revient plutôt au gouvernement provincial de Kinshasa.

Le parti politique «Congo Na Biso» appelle à une Force d'appui à la Monusco. Le parti politique de l'opposition «Congo Na Biso» propose à la communauté internationale d'envoyer une force d'appui à la Mission de l'ONU en RDC (Monusco). Pour son président, Freddy Matungulu, cette force d'appui devrait avoir pour rôle de sécuriser le processus électoral en cours en RDC. Selon lui, une force de courte durée d'origine euro-américaine renforcerait l'implication de la communauté internationale au niveau du suivi du processus électoral.

Bunia: hausse des prix sur le marché à la suite de l'insécurité à Djugu. Les prix de certains biens et services ont pris de l'ascenseur sur le marché de Bunia en Ituri, à la suite de la situation sécuritaire volatile qui prévaut ces derniers jours dans le territoire de Djugu. Des marchands ont déclaré dimanche 18 février à Radio Okapi ne plus être en mesure d'accéder à ces zones pour se ravitailler en marchandises. Les prix ont triplé. Le président de la FEC/Ituri, Bubu Lenga, renchérit qu'il n'y pas lieu d'augmenter les prix notamment des produits manufacturés car les opérateurs économiques disposent encore suffisamment de stocks.

Deux agents de l'ONG HYFRO tués par des miliciens à Rutshuru. Deux agents de l'ONG "Hydrolique Sans Frontière" (HYFRO), pris en otage par des présumés Nyatura, depuis samedi, ont été retrouvés morts dimanche 18 février dans les périphéries de Nyanzale dans le territoire de Rutshuru (Nord-Kivu). Selon les sources administratives et de la société civile locales, un autre collègue des deux victimes seraient toujours entre les mains des ravisseurs. Ces agents, au nombre de six, venaient de Kibirizi et se rendaient à leur base à Nyanzale, samedi, quand ils sont tombés dans une embuscade des présumés Nyatura au niveau de Mushikiri, entre Kikuku et Nyanzale, dans le groupement Mutanda. Deux ont réussi à s'échapper, mais les quatre autres ont été pris en otage, indiquent les sources administratives et de la société civile de Bwito. Alors que ces miliciens les amenaient vers une destination inconnue, ils se seraient affrontés, la nuit tombée, avec une autre faction Nyatura à Ishola, dans les périphéries de Nyanzale. Deux otages, notamment l'ingénieur Muyisa Nzoli et le chauffeur ont été tués.

Le bilan de l'attaque du véhicule de la RFO s'alourdit : 7 morts. Le bilan revu de l'attaque du véhicule de la Réserve de faune à okapis, (RFO), samedi dernier sur la RN4 fait état de sept morts et deux blessés. D'après Justin Mwendelwa, l'un des communicateurs de la RFO, deux blessés ont rendu l'âme à l'hôpital à Oïcha dans le Nord-Kivu, dans la nuit du samedi au dimanche 18 février. Cependant, onze autres personnes, dont le chauffeur du véhicule, sont sorties indemnes.

Ituri: affrontement entre les Fardc et un groupe d'hommes armés. Les Fardc annoncent avoir tué deux combattants et récupéré une arme de type PKM ainsi que vingt-huit cartouches dimanche 18 février soir lors d'un accrochage avec un groupe d'hommes armés non autrement identifiés à Katanga, un village situé à 200 km de Bunia. Un militaire Fardc a aussi été grièvement blessé

Révérant Bokundoa de l'Eglise du Christ: «La situation du peuple congolais est un gémissement». Dans son discours, à l'ouverture de la 53ème session ordinaire du Comité exécutif national de l'église protestante ce lundi 19 février à Kinshasa, le président de l'ECC, le pasteur André Bokundoa-Bo-Likabe, a appelé son église à réfléchir sur le type d'hommes qu'elle doit donner à la RDC pour «l'aider à sortir du borbier dans laquelle elle est vautrée ». Dans cette optique, Il a appelé ses fidèles à participer aux élections à venir en RDC pour que les chrétiens soient représentés dans les

instances de décision. Le pasteur Bokundoa a également promis le soutien de son église au processus électoral, mais à la seule condition que le calendrier électoral actuel soit respecté. Dans son discours, le président de l'ECC a prévenu que son Eglise gardera son identité, « celle de protester contre tout ce qui n'est pas juste ». A en croire le pasteur Bokundoa, l'ECC a

reçu de pressions quant à sa position sur les manifestations pacifiques organisées par les laïcs catholiques depuis décembre 2017. Sur ce point, il a recommandé à ceux qui aimeraient voir son église prendre part à ces démarches de consulter au préalable la communauté protestante.

RDC : « la Cenco n'abandonnera jamais son engagement pour l'avènement de l'Etat de droit » ont déclaré les évêques de la Cenco à la clôture de leur assemblée plénière extraordinaire tenue du 15 au 17 février à Kinshasa. Dans une déclaration rendue publique ce lundi, la Cenco réaffirme l'urgence des élections et recommande pour cela l'application effective et intégrale « des dispositions en souffrance de l'accord de la Saint Sylvestre ». Parmi ces dispositions en souffrance, les prélats catholiques épinglent notamment le parachèvement des mesures de décrispation du climat politique, la redynamisation de la Ceni et les dispositions relatives au Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication (CSAC). Les prélats catholiques demandent aux autorités d'annuler les édits interdisant les manifestations publiques et d'engager des poursuites à l'encontre « de ceux qui ont commis des actes délictueux lors des marches organisées par le Comité Laïc de coordination (CLC) ». Ils recommandent par ailleurs aux autorités policières de prendre les dispositions pour encadrer les marches pacifiques « comme cela se fait ailleurs ». Sur la Machine à voter dont l'usage aux futures échéances électorales divise la classe politique, la Cenco recommande à la Ceni d'accepter la certification de ces machines par des experts internationaux pour lever toute équivoque et toutes les suspicions.

Le développement du secteur pharmaceutique en RDC au centre d'une conférence à Kinshasa. Plusieurs opérateurs économiques congolais et indiens évoluant dans le secteur pharmaceutique en RDC ont pris part à une conférence économique que l'ambassade de l'Inde en RDC a organisée ce lundi à Kinshasa. Objectif de ce forum : susciter le développement du secteur pharmaceutique en RDC par la promotion du partenariat gagnant-gagnant entre les opérateurs économiques congolais et indiens. D'après Ashok Warier, l'ambassadeur de la République de l'Inde en RDC, les produits pharmaceutiques ont constitué le produit d'exportation le plus important de l'Inde vers la République Démocratique du Congo.

Mardi 20 février.

Affaire des zébus : une délégation gouvernementale annoncée dans l'Ex-Bandundu. Une délégation gouvernementale se rend ce mardi dans les provinces des Kwilu et Kwango «pour évaluer la situation sur le terrain», à la suite de la présence dans ces secteurs des éleveurs Banyamulenge et de leurs troupeaux de zébus, a annoncé lundi le ministre de la pêche et élevage Daniel Paluku Kisaka.

Nord-Kivu : 14 morts des suites de la rage canine à Walikale. La rage canine a déjà fait quatorze morts et trente autres personnes souffrent de morsures des chiens enragés depuis début 2018 dans la zone de santé de Kibua en groupement Ihana dans le territoire de Walikale (Nord-Kivu), a indiqué lundi 19 février le chef de ce groupement, Mwami Séraphin Ngulu. Selon lui, environ 100 chiens ont déjà été abattus par la population.

Ocha condamne le meurtre de deux travailleurs humanitaires de l'ONG HYFRO. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires en RDC condamne, avec fermeté, l'attaque qui a conduit à la perte tragique de deux humanitaires engagés dans l'assistance humanitaire d'urgence, indique un communiqué publié lundi 19 février. Les conditions sécuritaires sont très préoccupantes dans le Nord-Kivu et représentent un obstacle majeur pour l'accès des organisations humanitaires aux milliers des personnes qui sont dans le besoin, souligne l'agence. Ocha demande par ailleurs la « libération immédiate et inconditionnelle » de l'autre agent de la même organisation maintenue en otage.

Kasaï-Central : le gouverneur Kambayi veut créer un « corps des activistes de la paix ». Le gouverneur du Kasaï-Central, Denis Kambayi, axe son plan d'action sur la sécurité, le développement et les élections. Il tient à mettre sur pied un « corps des activistes de la paix » dans le secteur de la sécurité. Cette unité «mobilisera, au minimum deux mille jeunes désœuvrés en vue d'appuyer les autorités dans l'anticipation de menaces sécuritaires et le renforcement de la paix sur toute l'étendue de la province » du Kasaï-Central. Selon lui, le «corps des activistes de la paix» devrait aussi servir de main d'œuvre dans les travaux d'intérêt public et communautaire.

Nord-Kivu : la société civile de Bashu dénonce la détérioration de la situation sécuritaire. La société civile de la chefferie de Bashu dans le territoire de Beni (Nord-Kivu) dénonce la détérioration de la situation sécuritaire dans cette entité. Cette insécurité est caractérisée par les enlèvements, les assassinats, les braquages, les incursions nocturnes, les

pillages et l'extorsion, mais aussi les détentions illégales. Dans une déclaration rendue publique dimanche 18 février, cette structure citoyenne indexe les groupes armés et certains éléments des Fardc qui seraient, selon elle, auteurs des enlèvements

et assassinats enregistrés depuis le début de cette année. Les sources militaires dans la région indiquent qu'une audience en flagrance a été ouverte lundi 19 février dans la chefferie de Bashu afin de juger l'officier militaire, auteur de ce meurtre.

Nord-Kivu : six prisonniers sont morts en trois mois à la prison centrale de Kangbwayi. Un prisonnier est décédé lundi 19 février à la prison centrale de Kangbwayi dans la ville de Beni au Nord-Kivu. Selon des sources pénitentiaires, ce cas de décès porte à six le nombre des détenus qui sont morts depuis le mois de novembre 2017. Les causes principales de ces décès sont la malnutrition sévère et la surpopulation. Avec une capacité d'accueil de 150 personnes, la prison centrale de Kangbwayi qui dispose de 4 cellules, compte actuellement une population carcérale estimée à 750 personnes, déplore les mêmes sources.

Parmi ces détenus, au moins 150 souffrent de malnutrition sévère faute de nourriture et d'eau dans cette maison d'arrêt. Des centaines d'autres prisonniers passent la nuit sur le pavé.

Ituri: le président de la FEC craint pour sa vie. Le président provincial de la Fédération des entreprises du Congo (FEC) en Ituri craint pour sa vie et celle de sa famille. Mardi 20 février, il a affirmé figurer sur la liste des personnalités de l'Ituri qui font l'objet de menaces de mort sur les réseaux sociaux pour leur rôle présumé dans les tensions intercommunautaires à Djugu. Outre le président de la FEC, le message cible deux députés nationaux, deux enseignants d'Universités et deux commerçants. Tous sont originaires de la collectivité de Bahema Nord, qui a enregistré le plus grand nombre des victimes jusque-là dans le conflit communautaire de Djugu. L'auteur des menaces les accuse d'avoir perçu l'argent du pouvoir pour entretenir les conflits armés dans ce territoire.

Un mort et au moins cent maisons incendiées à Mutanda (Nord-Kivu). Une personne a été tuée et au moins cent maisons incendiées ce mardi 20 février à Mutanda dans la chefferie de Bwito dans le territoire de Rutshuru (Nord-Kivu), indiquent les sources locales. Selon ces dernières, la tension est née de l'assassinat par de présumés combattants Hutu Nyatura d'un homme qui se rendait au champ. Une fois la nouvelle répandue dans le village, des jeunes en colère ont attaqué les familles hutu qu'ils accusent de collaborer avec ces combattants.

Nord-Kivu : peine de mort pour un officier militaire coupable de meurtre à Bashu. La cour militaire de garnison de Beni-Butembo a condamné à mort un capitaine des Fardc qui avait tiré, samedi 18 février à bout portant sur un civil qui a été mortellement atteint à Isale Bulambo, dans la chefferie de Bashu en territoire de Beni. Cet officier a aussi été radié des Forces armées de la RDC et soumis au paiement d'une amende de 15000 USD en vue de la réparation du préjudice causé à la famille de la victime.

Nord-Kivu : libération du dernier otage de l'ONG HYFRO. Le dernier otage de l'ONG Hydraulique sans frontière (HYFRO) a été relâché par ses ravisseurs, lundi 19 février soir, indiquent les sources dans la région contactées par Radio Okapi. L'ex-otage, est un formateur de l'ONG basée à Kibirizi.

Goma: un pasteur poursuivi pour enlèvement de l'artiste Black Man Bausi. Le pasteur Jules Mulindwa, surnommé prophète de Dieu à Goma, est depuis lundi 19 février détenu au cachot de la police des renseignements (P2) de cette ville du Nord-Kivu. Il est poursuivi notamment pour participation criminelle à l'enlèvement de l'artiste Black Man Bausi à Goma, deux jours avant l'ouverture du festival Amani le 9 février dernier. Ce pasteur de l'Eglise «Cité de refuge» serait poursuivi pour diverses infractions : enlèvement de l'artiste Black Man Bausi il y a deux semaines à Goma, diffamation, injures envers les religieux catholiques, de trafic d'influence et intimidation. Mais, selon les sources proches de son église, Jules Mulindwa serait aussi poursuivi pour détournement d'une importante somme d'argent collectée auprès des fidèles au titre d'une mutuelle de l'église.

Greenpeace contre l'octroi de trois concessions pour l'exploitation forestière dans trois provinces. L'ONG internationale Greenpeace dénonce l'arrêté du ministre de l'Environnement attribuant à deux entreprises chinoises trois concessions pour l'exploitation forestière respectivement dans les provinces de l'Equateur, de la Tshuapa et de la Tshopo. « Environ 650 mille hectares de concessions forestières illégales ont été réattribués par le ministre de l'Environnement Amy Ambatobe, comme l'atteste son arrêté numéro 09 pris ce 1er février 2018. Cet acte émanant du plus haut responsable du ministère de l'Environnement ne fait aucun doute quant au mépris par le gouvernement congolais de ses engagements vis-à-vis de ses partenaires internationaux » a dénoncé Irène Wabibwa Betoko, responsable de la campagne Forêt de Greenpeace. D'après Mme Wabibwa, ces trois concessions ont été de manière surprise attribuées aux deux entreprises chinoises la Forestière pour le Développement du Congo (FODECO) et la Société la Millénaire Forestière (SOMIFOR), alors qu'en

2016, cette session des concessions avait été annulée par l'ancien ministre de l'Environnement à la suite d'une forte campagne de Greenpeace contre cette exploitation forestière.

Le fonctionnement de la CPI au centre d'une formation pour avocats à Kinshasa. Plusieurs avocats des barreaux de Kinshasa et ceux basés en provinces prennent part depuis ce mardi à Kinshasa à un séminaire de formation sur le fonctionnement de la Cour Pénale Internationale (CPI) et du traité à l'origine de sa création. Organisé par la représentation de la CPI à Kinshasa en partenariat avec le carrefour des avocats congolais, ce séminaire s'inscrit dans le cadre de la célébration des 20 ans de l'adoption du statut de Rome.

Henri Mova Sakanyi nommé ministre de l'intérieur. Le président Joseph Kabila a nommé ce mardi Henry Mova Sakanyi Vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur. Il remplace à ce poste Emmanuel Ramazani Shadary, en fonction depuis mai 2017. M. Sakanyi occupait jusqu'avant sa nomination à la tête du ministre de l'Intérieur la fonction de secrétaire général du Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD).

Mercredi 21 février.

Le HCR choqué par les atrocités signalées dans la province de Tanganyika. Lors d'un point de presse ce mardi à Genève, le porte-parole du HCR, Andrej Mahecic a souligné que plusieurs régions de la province ont été le théâtre d'atrocités et de déplacements massifs en raison de conflits intercommunautaires entre les Twa, les Luba et d'autres groupes ethniques. De plus, de violents affrontements entre les forces armées congolaises et les milices se poursuivent depuis la fin janvier, tandis que de nouveaux groupes armés menacent de semer la terreur dans la province. Des personnes qui ont fui pour sauver leur vie près de la capitale provinciale, Kalemie, font des récits d'effroyables violences lors d'attaques menées contre leurs villages, y compris des meurtres, des enlèvements et des viols. Les partenaires du HCR ont enregistré les signalements d'environ 800 incidents au cours des deux premières semaines de février à Tanganyika, et la tendance est à la hausse. En 2017, les partenaires du HCR ont enregistré plus de 12 000 signalements de violations des droits humains à Tanganyika et dans la région voisine de Pweto, dans la province du Haut Katanga, où le conflit s'est propagé. Cependant, le HCR craint que le nombre de personnes touchées ne soit beaucoup plus élevé, car de nombreuses zones sont trop dangereuses pour y accéder. La majorité des incidents sont liés à des violations des droits de propriété, notamment des extorsions de fonds, des pillages et des destructions. Toutefois, environ 4.700 de ces signalements concernent des violences physiques, des tortures, des meurtres, des assassinats, des arrestations arbitraires, le travail forcé, des mariages forcés et des viols.

Des agents du FPI dénoncent leurs licenciements. Au moins trente-sept agents seraient licenciés abusivement par Patrice Kitebi, Directeur général du Fonds de promotion de l'Industrie (FPI). Parlant au nom des personnes licenciées, Brazza Sokambi a déclaré mercredi 21 février à Radio qu'«en une année, Monsieur Patrice Kitebi a engagé quatre-vingt-dix agents ; chiffre que ses prédécesseurs ont réalisé pendant plus au moins cinq ans ». Les nouveaux engagés touchent des primes et des salaires, « à la différence des agents » qu'ils ont trouvés. «Et certains parmi eux ont bénéficié de grades supérieurs non conformes à la convention collective », a déploré la même source. Brazza Sokambi indique que, pour couvrir ces nouvelles charges qu'il a amenées au FPI, M. Kitebi recourt aux licenciements abusifs.

Mbuji-Mayi: activités au ralenti sur les marchés municipaux. Les activités économiques ont tourné au ralenti mardi 20 février dans les principaux marchés municipaux de Mbuji-Mayi au Kasai Oriental. Cette situation serait attribuable à la diffusion, depuis dimanche dernier, des tracts appelant à deux journées ville morte, le mardi et le mercredi. Le tract précise que les deux journées ville morte constituent un signe de protestation contre l'opération de recouvrement forcé des taxes et impôts cédés à la province. Cette opération est qualifiée de «banditisme fiscal» dans ce document non signé. Plusieurs altercations entre tenanciers des commerces et forces de l'ordre sont signalées depuis deux semaines à Mbuji-Mayi, dans le cadre de l'application, par la Direction générale des recettes du Kasai-Oriental (DGRKOR), de la mesure controversée de recouvrement forcé des taxes et impôts tel que décidé par les autorités provinciales. Ces incidents s'accompagnent parfois des coups de feu, provoquant des tensions dans la ville.

TFM a produit 213 000 tonnes de cuivre en 2017. L'entreprise minière Tenke Fungurume Mining (TFM) indique avoir produit en 2017 plus de 213 000 tonnes de cathodes de cuivre et 16 419 tonnes de cobalt métal sous forme d'hydroxyde de cobalt. Pour toute l'année 2017, les impôts et autres paiements connexes au Trésor public de la République démocratique du Congo sont de l'ordre de 256 millions USD. L'entreprise souligne que depuis 2006, elle a payé au trésor public environ 1,95 milliard USD. Sur le plan social, elle indique que depuis sa création, elle a financé les projets communautaires estimés à plus de 1,5 million de dollars américains. Actuellement, TFM dit employer environ 7 900 agents.

Rutshuru : retour au calme à Mutanda après l'assassinat d'un habitant par des présumés miliciens Nyatura. Le calme est revenu mercredi 21 février matin à Mutanda, dans la chefferie de Bwito (Nord-Kivu) où des jeunes des

communautés Nande et Hunde avaient incendié, la veille, des maisons. Ils s'opposaient à l'assassinat d'un habitant par des présumés miliciens Nyatura.

Haut-Katanga : le HCR entame le rapatriement des réfugiés rwandais. Le HCR compte rapatrier au Rwanda, à partir de mercredi 21 février, 22 réfugiés rwandais dans leur pays d'origine. Ces réfugiés en provenance du site de Kisenge sont arrivés depuis lundi 19 février dernier à Lubumbashi. Ils devront transiter par Goma au Nord-Kivu, avant d'être acheminé à Gisenyi au Rwanda. Les réfugiés qui ont volontairement sollicité ce rapatriement saluent cette initiative du HCR.

Bertrand Ewanga : « M. Mova n'a pas le profil pour gérer le ministère de l'Intérieur ». Le député de l'opposition, Bertrand Ewanga pense qu'Henry Mova Sakanyi, nommé mardi 20 février au poste de vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur, n'a pas le profil pour gérer le ministère. Pour Bertrand Ewanga, ce changement vise à redynamiser le PPRD, en difficulté depuis quelque temps. « Depuis un certain moment, les voix se sont levées contre Mova Sakanyi dans la tenue et l'organisation du parti en difficulté, qui ne va pas bien », rapporte l'opposant. « Il semble que Monsieur Ramazani a été rappelé pour remettre le parti en tant que territoriale sur les rails et se préparer pour les élections qui arrivent. Shadary a cette capacité de faire du bon travail. Mais tout cela se gère dans le pourrissement d'un régime qui cherche à se sauver », souligne le député.

Ilebo : l'administrateur appelé à autoriser une marche de soutien au président Kabila le 25 février. Le vice-président de l'Eglise « véritable révélation de Melchisédech » Edmond Lele exhorte les autorités du territoire d'Ilebo (Kasaï-Central) à autoriser la marche de soutien au chef de l'Etat que son église prévoit d'organiser le 25 février prochain. Il estime que l'actuel chef de l'Etat doit être soutenu parce que c'est la volonté de Dieu.

Leïla Zerrougui : « Pour moi, la priorité c'est d'être un trait d'union positif ». Dans une interview accordée à Radio Okapi mercredi, la nouvelle représentante spéciale du Secrétaire général des Nations unies en RDC, Leïla Zerrougui, parle de son mandat à la tête de la Monusco. Elle affirme que la Mission onusienne veut œuvrer comme « facilitateur » entre les parties qui se battent seulement dans l'arène politique et non dans un champ de bataille. Et son rôle dans cette facilitation, c'est d'être « un trait d'union positif » en vue de promouvoir les valeurs démocratiques en RDC. Mme Zerrougui souligne également la nécessité de la réussite du processus électoral pour affronter d'autres défis et de sa volonté de collaborer avec les évêques de la Cenco.

Pénurie d'eau dans plusieurs quartiers de Mbuji-Mayi. Depuis cinq jours, aucune goutte n'est tombée des robinets de la Régie de distribution d'eau (REGIDESO) dans la plupart de quartiers. Difficile, pour les habitants de Mbuji-Mayi, d'accomplir toutes les tâches qui nécessitent de l'eau. Cette pénurie de l'eau survient alors que les températures sont toujours au-delà de 30 degrés. Il pleut rarement ces derniers temps sur la ville. Et si rien n'est fait pour rétablir rapidement la desserte en eau dans la ville, selon des sources locales, la population risque de se tourner vers l'eau des rivières qui ceinturent la ville. Une perspective qui pourrait exposer les habitants de Mbuji-Mayi aux maladies d'origine hydrique.

Tanganyika : poliomyélite, choléra et malnutrition au cœur d'une réunion des zones de santé. La province du Tanganyika fait face à la résurgence de la poliomyélite, du choléra et de la malnutrition. Avec onze cas de poliovirus déclarés en 2017, le Tanganyika arrive en tête des provinces où cette maladie sévit encore. L'épidémie est survenue dans pratiquement deux zones de santé.

Mova Sakani et Ramazani Shadary « tous deux sont sereins ». Le remplacement de Ramazani Shadary par Mova Sakani au ministère de l'Intérieur, relève de prérogatives du chef de l'Etat, initiateur du parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD), qui choisit parmi ses cadres pour l'une ou l'autre mission. Fofu Konzi, conseiller du secrétaire général réagissait ainsi aux propos du député de l'opposition Bertrand Ewanga, selon lesquels ce changement vise à redynamiser le PPRD, en difficulté depuis quelque temps. « Que ça soit Mova, que ça soit Shadary, tous deux sont sereins », a dit Fofu Konzi.

Leïla Zerrougui appelle à des concessions pour l'aboutissement du processus électoral. Leïla Zerrougui, Représentante du secrétaire général de l'ONU en RDC invite chaque partie prenante au processus électoral à faire des concessions pour l'aboutissement heureux du processus électoral en RDC. Dans le cadre de sa mission consistant à rapprocher tous les acteurs impliqués dans le processus électoral, elle a notamment rencontré Messieurs Fridolin Ambongo et Marcel Utembi, ainsi que l'Abbé Donatien Nshole. Selon elle, le gouvernement qu'elle a déjà rencontré lui dit que « beaucoup de choses ont été

faites». La cheffe de la Monusco a précisé que ce n'est pas elle qui prend des décisions mais elle essaye de «convaincre les parties que c'est dans leur intérêt de mettre en œuvre ce processus qu'ils ont ensemble accepté».

Les femmes déplacées du Kasai chantent la paix dans « Contre l'oubli ». Les femmes déplacées du Kasai ont réalisé une chanson intitulée : « Contre l'oubli », sous l'encadrement de l'ONG Communauté des amis de la nature et de la culture (Canacu) antenne de Bandundu. La chanson constitue un plaidoyer pour la paix et une interpellation en direction de toutes les couches sociales de la population.

Kolwezi : une ONG dénonce l'exploitation artisanale des mines dans des quartiers à risques. «C'est depuis 2017 que son excellence le gouverneur de la province du Lualaba avait signé l'arrêté déclarant les carrières Tshipuki et Kasulo comme zones rouges. Mais les gens continuent à creuser les minerais dans les parcelles déclarées zones rouges et comme ils creusent les minerais dans les parcelles les gens y tombent, les gens meurent par éboulement dans les carrières creusées dans les parcelles privées», a relaté Michael Mukadil Nzam-A-Umen. Il a invité les autorités de la province à interdire l'exploitation des minerais dans les parcelles déclarées zones rouges «pour la protection de la population et leurs biens et que cette cité soit protégée».

Ouganda: 26 morts de diarrhée aiguë dans un camp de réfugiés congolais ; Vingt-six personnes réfugiées dans un camp en Ouganda après avoir fui les violences dans l'est de la RDC sont mortes de diarrhée aiguë, en quatre jours courant février, a annoncé jeudi le HCR. Depuis le 1er janvier, 27.300 Congolais ont traversé le lac Albert pour se réfugier en Ouganda, selon le HCR. Ces nouveaux arrivants en Ouganda fuient la reprise en décembre des violences intercommunautaires dans la province de l'Ituri en RDC. Les réfugiés font le voyage à bord de petites embarcations ou barques de pêcheurs et ils arrivent après dix heures de traversée à Sebagoro, un village situé à 270 kilomètres au nord-ouest de Kampala, la capitale ougandaise. Les violences en Ituri ont provoqué le déplacement d'environ 200.000 personnes depuis la mi-décembre, selon des sources humanitaires.

Goma: le pasteur Jules Mulindwa transféré à la prison de Muzenze. Le pasteur Jules Mulindwa, poursuivi pour injures publiques, diffamation et enlèvement, a été transféré mercredi 21 février soir à la prison centrale de Munzenze de Goma. Les sources judiciaires soulignent que le dossier du prévenu Jules Mulindwa devra être fixé dans un futur proche devant la cour d'appel de Goma.

Nord-Kivu: nouvelle attaque attribuée aux Mai-Mai Nyatura à Mutanda. Une incursion des présumés combattants Nyatura dans le village Mutanda dans la nuit de mercredi à jeudi 22 février a fait un mort et trois blessés. Selon des sources locales, cette milice aurait agi en représailles notamment à l'incendie des maisons appartenant aux familles hutues, par des jeunes Hunde et Nande. Cette nouvelle attaque relance encore une fois, la problématique de la cohabitation entre les communautés ethniques locales dans la chefferie de Bwito. Pour le CEPADHO, une ONG des droits de l'homme basée à Beni, il faut urgentement restaurer l'autorité de l'Etat en chefferie de Bwito, afin d'éviter l'escalade des tensions ethniques.

RDC : 33 personnes poursuivies pour faits insurrectionnels amnistiés. Trente personnes poursuivies pour faits insurrectionnels, faits de guerre et infractions politiques, viennent d'être amnistiés. Dans le même registre, l'ancien directeur de cabinet de Moïse Katumbi, le professeur Huit Mulongo est déclaré « libre ». Il pourra aller se faire soigner où il voudra, a annoncé ce jeudi 22 février à la presse le ministre Thambwe Mwamba, précisant cependant qu'il s'agit d'une libération conditionnelle. Arrêté depuis avril 2016, Huit Mulongo a été condamné quatre mois plus tard à trois ans de prison et au paiement de 250 000 francs congolais (environ 250 dollars américains) des frais d'instance. L'ancien directeur de cabinet de Moïse Katumbi était accusé de détention illégale d'armes à feu et de minutions. Diomi et Muyambo, pas libérables. A en croire M. Thambwe, les deux détenus ne sont pas libérables pour la simple raison qu'ils ont été condamnés pour des infractions «de droit commun».

Sud-Kivu : plus de 11 000 déplacés enregistrés à Shabunda et Kalehe en une semaine. Plus de onze mille personnes déplacées, dont quatre mille trois cents élèves privés d'écoles, ont été recensés en une semaine au Sud de Shabunda et en territoire de Kalehe au Sud-Kivu. Ocha parle aussi de 1 400 ménages déplacés dans des familles d'accueil à Kalungu près de Minova en territoire de Kalehe avec des besoins prioritaires en sécurité alimentaire, santé, éducation et protection. Cette situation est due aux incendies de maisons, à la fermeture de 19 infrastructures scolaires du groupement Batali. Par ailleurs, en territoire de Fizi, au Sud du Sud-Kivu, la même source note le retour dans leurs villages de 17 500 habitants dans l'aire de santé de Kazimia. Ils avaient fui de violents affrontements entre les FARDC et les groupes armés.

Muanda : la société civile veut voir clair sur le nouveau contrat d'exploitation du pétrole par Perenco. La synergie de la société civile du Kongo-central demande au gouvernement congolais d'éclairer sa lanterne sur le nouvel avenant qu'il a

signé récemment avec la Société Perenco pour l'exploitation du pétrole à Muanda. A l'issue d'un atelier sur la gestion des ressources naturelles de la province organisé ce jeudi dans la ville de Boma, les organisations de la société civile se sont dites « préoccupées par la précipitation avec laquelle l'exécutif congolais a signé ce nouvel accord pour l'exploitation

pétrolière alors que l'ancien court jusqu'en 2023 ». D'après lui, les organisations de la société civile locale voudraient notamment savoir si ce nouvel avenant concerne l'exploitation d'un nouveau bloc pétrolier à Muanda et, si c'est le cas, « déterminer avec le gouvernement ce que seront les retombées de cette exploitation pour Perenco, la caisse centrale de l'état et les communautés locales ».

Joseph Kabila et Ali Bongo appellent à la mobilisation pour les élections en RDC. Le président gabonais Ali Bongo a séjourné jeudi 22 février à Kinshasa dans le cadre de la tournée qu'il effectue en qualité de numéro 1 de la Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale (CEEAC). D'après le communiqué rendu public au terme des échanges qu'il a eus avec son homologue congolais Joseph Kabila, les deux chefs d'état ont évoqué la situation dans la sous-région, les réformes institutionnelles de la CEEAC et les relations bilatérales entre les deux nations. Sur ce dernier point, « les deux chefs d'état ont lancé un vibrant appel à tous les acteurs politiques et de la société civile à se mobiliser en vue de la concrétisation des agendas électoraux dans l'unité, le calme et la paix ».

Vendredi 23 février.

Nord-Kivu : onze ONG réclament la démilitarisation du Parc des Virunga. Onze organisations de la société civile, œuvrant dans la préservation de l'environnement, exigent le retrait des armées congolaise et rwandaise de Mikenko, dans le Parc national des Virunga. Dans une lettre adressée mercredi 21 février au secrétaire exécutif de la Conférence internationale de la région des Grands lacs (CIRGL), ces associations soutiennent que la présence de ces deux armées dans ce secteur menace « le seul sanctuaire des gorilles de montagne au monde » à savoir le Parc des Virunga. Le 13 février dernier, des accrochages entre les deux forces armées avaient été signalés notamment à Mikenko, dans les Virunga. Mickaël Batakunda, porte-parole de la Synergie des écologistes pour la paix et le développement, plate-forme de ces organisations, demande à la CIRGL d'appeler les chefs d'Etat rwandais et congolais à revoir leurs stratégies de gestion des frontières dans la région, en cessant toute opération militaire et tout déploiement militaire dans les Virunga en vue de protéger les gorilles.

Traque des ADF au Nord Kivu : les militaires appelés à la discipline et la protection des civils. Le commandant du secteur opérationnel Sokola 1 Grand Nord, le général Marcel Mbangi a appelé tous les militaires engagés dans l'opération de la traque des rebelles ougandais des ADF «Usumu 2» à la discipline et à la protection des civils. Tous les militaires qui se rendront coupables de tracasseries envers les civils, leur place est désormais en prison, a menacé le général Marcel Mbangi. Il a aussi mis en garde tous les officiers Fardc, sous son commandement, qui utilisent leurs téléphones portables, dans les zones de combats, pour prendre des photos de leurs compagnons tombés sur le champ d'honneur et les partager sur les réseaux sociaux. D'après lui, il s'agit d'une pratique qui n'a pas de place au sein des Fardc. Il a ensuite précisé que la traque contre les ADF est loin d'être terminée, même si les Fardc ont désormais pris le contrôle de Mwalika (quartier général des présumés ADF) et neutraliser Mohamed Kayira, commandant des opérations de ce groupe rebelle.

Elections en RDC : l'UNC émet des réserves sur l'utilisation de la machine à voter. L'Union pour la nation congolaise (UNC) reconnaît des efforts consentis pour la réussite du processus électoral en RDC. Mais ce parti de l'opposition dit émettre des réserves quant à l'utilisation de la machine à voter, malgré la démonstration que la Commission électorale nationale indépendante (CENI) a faite devant les cadres de son parti. Pour lui, son parti pourra consulter les autres formations politiques pour donner une position commune sur cette question. La Ceni a notamment expliqué aux cadres de ce parti le bien-fondé de l'utilisation de la machine à voter qui résout entre autres le problème de coût et la durée de l'organisation des élections.

RDC : le vice-ministre Botakile accusé d'empêcher une décision judiciaire de délogement forcé. Le vice-ministre Noel Botakile est accusé d'empêcher par deux fois l'exécution d'une décision judiciaire de déguerpissement. L'avocat de la partie lésée l'accuse aussi de trafic d'influence dans un conflit parcellaire qui oppose deux membres d'une même famille : un grand-frère et une petite sœur. Selon Me Felly Yanana, avocat de Mme Pauline Mpwekela, le vice-ministre a pris parti du grand-frère dont la fille est son épouse et s'est interposé à l'exécution du jugement rendu par le tribunal de grande instance de Kinshasa-Matete. Interrogé par Radio Okapi, le vice-ministre affirme qu'il est intervenu pour empêcher une bavure judiciaire du fait que cette affaire est devant la cour d'appel. Ce qui implique, selon lui, la suspension de la décision du premier juge.

Inondations et choléra à Kinshasa : l'UE débloque 190 000 euros pour secourir les ménages vulnérables. L'Union européenne (UE) a débloqué 190 000 euros dans le cadre d'un financement humanitaire pour « améliorer les conditions de

vie de près de 1000 ménages vulnérables dont les maisons étaient inondées » à Kinshasa récemment. Cette aide va permettre aussi de maintenir les efforts visant à limiter la propagation du choléra dans la capitale congolaise.

Beni : les Fardc repoussent une nouvelle attaque des présumés ADF à Mbau, deux morts. Les Forces armées de la RDC ont repoussé jeudi 22 février après-midi une nouvelle attaque des présumés rebelles ougandais des ADF dans la localité de Mbau, en territoire de Beni (Nord-Kivu). Le capitaine Mak Hazukay a indiqué que les ADF ont attaqué les positions des Fardc au moment où le commandant des opérations le général Mbangi Mashita Marcel s'adressait aux militaires à Beni.

Lubumbashi : l'organisation des élections apaisées au menu de la rencontre Monusco-partis politiques. Les représentants des partis politiques et le nouveau chef du bureau de la mission onusienne à Lubumbashi, Josiah Obat, ont échangé jeudi 22 février sur les mécanismes à mettre en place pour avoir des élections apaisées. Josiah Obat a indiqué que l'une de ses priorités est « la décrispation de l'espace politique en vue de l'organisation des élections apaisées ». De leur côté, les partis de l'opposition ont déclaré que s'il n'y a pas d'avancées dans ce domaine, il leur sera difficile de sensibiliser leurs membres sur le processus électoral.

Kinshasa : le mouvement citoyen CR adhère à la plateforme GPI. Le mouvement citoyen Conscience pour la République (CR) a adhéré jeudi 22 février à la plateforme politique Groupe des partis indépendants (GPI), regroupant des partis politiques qui se réclament du centre, a indiqué Willy Nzembela, coordonnateur national de ce mouvement.

Ituri : 2 morts dans les affrontements entre Fardc et les FRPI à Walendu Bindi. Deux personnes dont un militaire des Fardc ont été tuées dans les affrontements qui ont opposé jeudi 22 la nuit, les miliciens des Forces de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) et les forces loyalistes à Tradadi et Singo 2 dans la chefferie de Walendu Bindi (Ituri). Environ cinquante hommes armés, ont investi ces entités où ils ont extorqué des biens de la population. Alertées, les Fardc sont intervenues pour repousser ces miliciens. C'est dans ce contexte qu'un militaire a été tué. Les FRPI ont aussi abattu un jeune enseignant sur son lit. Les habitants paniqués qui avaient fui en brousse ont regagné leurs villages.

Masisi : au moins 60 cas de viols documentés en 3 semaines à Nyabiondo. Au moins soixante cas de viols commis sur des femmes et des jeunes filles ont été recensés entre le 25 janvier et le 19 février de cette année à Nyabiondo dans le Masisi au nord-Kivu. Cette situation est due aux affrontements entre les Fardc et les groupes armés dans les localités Lwibo et Lukweti, aux environs de Nyabiondo. Ces sources accusent les combattants de la coalition APCLS-NDC/Guidon, commandée par deux individus nommés Mapenzi et Mpoyo, et quelques éléments Fardc d'être auteurs de ces viols. Les victimes ont été trouvées, soit dans les champs, soit dans leurs lieux de refuge, en brousse.

Divergences des vues entre la Ceni et le MLC sur la machine à voter. La Commission électorale nationale (Ceni) et le parti politique de l'opposition Mouvement de libération du Congo ont des vues divergentes sur l'usage de la machine à voter pour les élections prévues au mois de décembre. La Ceni qui sensibilise les parties prenantes au processus a reçu jeudi 22 février le MLC et le Front pour le respect de la constitution. A l'issue de cet échange, les deux parties ne se sont pas accordées sur l'usage de la machine à voter qui doit requérir un large consensus entre toutes les parties prenantes au processus électoral en RDC, selon le MLC. La Ceni se dit pour sa part « ouverte aux critiques de parties prenantes » au processus électoral. Elle attend la contribution des experts nationaux et internationaux pour lever l'option définitive sur cette machine. Le MLC propose à la Ceni de garder le système de vote manuel comme par le passé. Une proposition qui risquera, selon l'entendement de la Ceni, de bouleverser sa planification et par conséquent retarder la tenue des élections prévues pour décembre 2018.

Les chrétiens catholiques organisent une journée de prière pour la paix en RDC. Des messes ont été organisées vendredi 23 février matin dans plusieurs paroisses et écoles de Kinshasa. Elles font suite à l'appel de la Cenco aux chrétiens catholiques d'organiser une journée de recueillement et de prière pour la paix et la justice en RDC, en rapport avec l'intention de prière du pape François pour la RDC et le Soudan du Sud. Des chrétiens catholiques de la capitale ont participé à la célébration eucharistique, dite : « Messe de la paix », dans leurs paroisses respectives. Le programme de cette journée prévoyait également à 17 heures, une célébration œcuménique.

Henri Mova : « Le premier défenseur de droits de l'homme, c'est l'Etat congolais ». Le nouveau vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur, Henri Mova Sakani a salué, vendredi 23 février à Kinshasa, l'action des services de sécurité de la RDC, qui ont « démontré que le premier défenseur de droits de l'homme, c'est l'Etat congolais ». Il se dit conscient des défis à relever et compte sur l'engagement de la police, la Direction générale de la migration (DGM), l'Agence nationale des renseignements (ANR) et tous les autres services de la territoriale afin d'assurer la sécurité intérieure à tous les

Congolais. Le sortant Ramazani a d'ailleurs relevé quelques défis qui attendent Henri Mova et qui risquent de l'empêcher de dormir : «L'activisme des cellules de nouveaux mouvements anarchistes à label chrétien érigée en groupe de pression (CLC, Eglise catholique), la problématique de la ré-visitation de l'accord de siège avec la Monusco, l'exploitation des

réseaux sociaux par les entrepreneurs de l'insécurité de mouvements intégristes, insurrectionnels ou de groupes terroristes.» Dans son discours bilan, Emmanuel Ramazani Shadary s'est toutefois félicité d'avoir notamment rétabli le climat propice à la réconciliation entre les pygmées et les bantous dans le Tanganyika et l'anéantissement des milices Kamuina Nsapu (Kasai) et Bundu dia Kongo (Kinshasa et Kongo-Central).

Haut-Lomami : des éléphants en divagation ont dévasté 12 000 hectares des champs en 2017. Les éléphants en divagation ont dévasté 12 000 hectares de au cours de l'année 2017 dans le Haut-Lomami, rapporte la commission d'évaluation des dégâts multiformes causés par les éléphants en divagation dans les territoires Malemba Nkulu et Bukama. La commission fait remarquer que la province doit mettre à la disposition des 30 000 ménages, qui ont abandonné leurs villages, 3.000 tonnes de semences pour leur permettre de reprendre leurs activités agricoles. Ce qui représente une somme évaluée à 3 380 000 francs congolais, indique Paul Ngoie Senga, président de cette commission. Si les moyens ne suivent pas, les territoires de Malemba Nkulu et Bukama connaîtront une crise alimentaire aigüe, alerte la commission.

Samedi 24 février.

Rwanda: plusieurs morts lors d'une manifestation des réfugiés congolais. Des milliers de réfugiés congolais installés au Rwanda exigeaient du HCR l'amélioration de leurs conditions de vie, au cas contraire, ils veulent être rapatriés en RDC. Les 17 mille réfugiés hébergés sur le site de Kibuye, 139 km à l'ouest de Kigali ont organisé mercredi et jeudi derniers, un sit-in devant le bureau du HCR à Kibuye. Mais, les éléments de la Force de défense rwandaise les ont dispersés, faisant plusieurs morts et blessés, selon des sources locales. Dans deux lettres du 5 janvier et 7 février 2018 et adressées au HCR/Rwanda, ces réfugiés congolais réclament notamment l'augmentation de la ration alimentaire, dont la quantité a été réduite en juillet 2017, l'augmentation des subsides mensuelles, qui est de 6.7\$. Ils dénoncent aussi le chômage, le déséquilibre salarial entre eux et les nationaux qui travaillent dans les camps. Ces réfugiés exigent du HCR leur rapatriement en RDC, si ces revendications n'étaient pas prises en compte. Après cet incident, une partie seulement des dix-sept mille réfugiés congolais aurait regagné le camp de Kibuye, d'autres se seraient volatilisés dans la nature, craignant, d'après eux, pour leur vie.

Marche du 25 février : l'UE, les Etats-Unis, la Suisse et le Canada appellent les acteurs à s'abstenir de toute violence. A la veille de la marche du dimanche 25 février, organisée par le Comité laïc de coordination, la délégation de l'Union européenne (UE), en accord avec les Chefs de mission européens à Kinshasa, ainsi que des Etats-Unis, de la Suisse et du Canada, lancent un appel à tous les acteurs congolais à s'abstenir de toute violence. Ils leur demandent aussi à assurer un déroulement pacifique des manifestations. Le comité laïc de coordination (CLC) a appelé, le peuple congolais résidant au pays ou à l'étranger, de toutes appartenances religieuses, associatives, politiques ou professionnelles à une nouvelle marche le 25 février. Cette marche traduit, pour le CLC, une manière de « dire non à la dictature », premier obstacle à l'organisation des élections libres, transparentes et apaisées.

RDC : au moins 90.000 enfants déplacés ou réfugiés par les violences dans l'Ituri. Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) s'est dit vendredi 23 février très préoccupé par la situation d'environ 90.000 enfants qui ont fui les violences intercommunautaires dans la province de l'Ituri, au nord-est de la RDC. Suite à ces violences dans des localités du territoire de Djugu, au nord de la ville de Bunia, l'agence onusienne estime que 66.000 enfants sont des déplacés internes qui n'ont pas accès aux services de santé et d'éducation et environ 25.000 enfants se sont réfugiés en Ouganda. L'Unicef estime également que plus de 100 écoles ont interrompu les cours, privant 30.000 enfants de leur scolarité. Au moins trois centres de santé et sept écoles ont été pillés et/ou incendiés, privant les enfants de soins de santé et d'éducation.

André Bokundoa de l'ECC: « Nous ferons du Congo le sujet de notre joie ». André Bokundoa-Bo-Likabe, président et représentant légal de l'Eglise du Christ au Congo (ECC) estime que les chrétiens protestants doivent faire de la RDC un sujet de leur joie. Selon le président de l'ECC, la RDC a beaucoup de problèmes contre lesquels les protestants doivent protester. Le Comité exécutif de l'ECC a ainsi recommandé au chef de l'Etat de multiplier des efforts en vue de rétablir la sécurité à l'intérieur du pays pour la tenue de bonnes élections conformément au calendrier de la Ceni.

Haut-Katanga : le Rassemblement salue la libération de Huit Mulongo. « C'est une nouvelle qui a réjoui beaucoup de nos combattants d'autant plus que le professeur Huit Mulongo a eu un événement douloureux pendant son emprisonnement et nous avons une grande joie de le voir libre. Nous voulons que les gouvernants aillent vite parce que la population du Katanga attend impatiemment Moïse Katumbi et Me Muyambo et les autres amis qui sont en prison », note Antoine-Gabriel

Kyungu wa Kumwanza, au cours de la conférence de presse qu'il a animée vendredi 23 février à Lubumbashi. Il demande au gouvernement « de faire encore plus » pour que soient organisées des élections apaisées.

Mbuji-Mayi : le tribunal militaire acquitte 19 présumés membres de Kamuina Nsapu. Le tribunal militaire de garnison de Mbuji-Mayi et Tshilenge dans la province du Kasai Oriental a acquitté jeudi 22 février dix-neuf personnes, suspectés d'être des miliciens Kamuina Nsapu. Ces personnes étaient poursuivies pour participation à un mouvement insurrectionnel. Le tribunal militaire de garnison de Mbuji-Mayi et Tshilenge a également prononcé deux condamnations, respectivement à cinq et deux ans de servitude pénale pour deux autres personnes. Il regrette cependant que ses clients soient restés près de sept mois en détention.

Bukavu : les enseignants et administratifs des institutions universitaires publiques suspendent leurs activités. Les professeurs, chefs de travaux et assistants des institutions supérieures et universitaires publiques ont décidé, ce samedi 24 février de suspendre les activités. Ils s'opposent à la décision du ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire de fixer le taux de change pour les frais académiques dans les universités et les instituts supérieurs publics de la République démocratique du Congo à 920 FC pour un dollar américain. Selon eux, cette décision est prise pour faire plaisir aux étudiants. Ils recommandent aux étudiants de payer les frais au taux de marché, soit 1600 FC pour un dollars. Cette situation s'observe à l'Université officielle de Bukavu (UOB), à l'Institut supérieur de développement rural (ISDR), à l'ISTM, à l'Institut supérieur des techniques des développements (ISTD) Mulungu et à l'ISTA Walungu.

Kinshasa : André Kimbuta refuse de prendre acte de la marche du 25 février. Dans un communiqué publié ce samedi 24 février, le gouverneur fait remarquer qu'il a convié les organisateurs de cette marche à une séance de travail « pour examiner les modalités pratiques », conformément à l'article 7 du décret-loi No 196 du 29 janvier 1999 portant réglementation des manifestations et des réunions publiques en RDC. « En n'ayant pas donné suite à mon invitation, vous avez privé les services compétents en charge du maintien de l'ordre public des informations nécessaires pour une évaluation et un encadrement conséquent de votre manifestation. Faute de ces éléments, la ville ne saurait prendre acte de votre manifestation parce que ne pouvant en garantir un encadrement efficient », argumente M. Kimbuta.

RDC : pour Emmanuel Ramazani, le CLC est un « mouvement anarchiste à label chrétien ». Emmanuel Ramazani Shadari a affirmé vendredi 23 février à son successeur, Henri Mova : « Je voulais évoquer quelques défis qui vous attendent et qui risquent de vous empêcher de dormir. Il s'agit notamment de l'activisme des cellules de nouveaux mouvements anarchistes à label chrétien érigé en groupe de pression pour le respect de l'application de l'accord du 31 décembre 2016 : CLC, église catholique. Je vous recommande de demeurer vigilant vis-à-vis- des menaces d'apparition d'une guerre de religion sur fonds de l'activisme anarchiste de certains groupes qui se réclament de certaines idéologies prétendent chrétiennes. Sous le couvert de piété et d'angélisme se terrent des procédés anarchistes ». En réaction, le secrétaire général de la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco) se dit étonné des propos d'Emmanuel Ramazani Shadari, ancien ministre de l'intérieur. « Je ne comprends pas cette prise de position à moins qu'il ne soit pas bien informé des objectifs, des revendications du CLC et de ce que demande l'Eglise catholique. Je crois que ce sont ceux qui ne veulent pas appliquer l'accord qui ne sont responsables. Parce que l'objectif de l'accord c'est de sortir pacifiquement de la crise. Le CLC comme la CENCO ne demandent pas autre chose que d'appliquer cet accord du 31 décembre 2016. Alors allez-y comprendre qu'on considère comme dangereux ceux qui demandent simplement qu'on applique l'accord », s'étonne l'abbé Nshole. Pour le secrétaire général de la CENCO, que l'Eglise soit traitée de mouvement anarchiste par ceux-là même qui sont responsables de la crise actuelle est une véritable inversion des valeurs.

Kinshasa : la police promet d'empêcher ceux qui tenteront de troubler l'ordre public ». « Le gouverneur nous a écrit qu'il n'a pas pris acte de la marche de demain. Il nous a instruit de prendre toutes les dispositions pour sécuriser la population et empêcher quiconque qui tentera de troubler l'ordre public », a affirmé le général Sylvano Kasongo, commissaire Provincial de la police. Le chef de la police de Kinshasa recommande aux policiers de ne pas faire usage des balles réelles.

Dimanche 25 février.

Kinshasa : des jeunes leaders du PPRD envahissent la cathédrale Notre dame du Congo. Un groupe des « jeunes leaders » du Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD) ont envahi samedi 24 février dans la soirée l'enclos de la paroisse Notre Dame du Congo dans la commune de Gombe. Habillés en majorité en T- short blancs et coiffés des bérets rouges sur la tête, ces jeunes ont été déployés sur l'avenue du 24 novembre par des bus Transco. Certains d'entre eux approchés par Radio Okapi ont affirmé avoir « l'intention de passer nuit à la paroisse pour exprimer leur opposition à l'appel du CLC à la marche populaire de ce dimanche ». Dans une vidéo largement partagé sur des réseaux sociaux, Papy

Mpungu, président du mouvement Jeunes Leaders du PPRD, demande aux jeunes leaders de se rendre par groupe à des messes et d'interpeller les prêtres qui vont participer aux marches afin de les laisser entre les mains des policiers.

L'ONG ACAJ demande au gouvernement de « faire encadrer la marche projetée par le CLC ». L'ONG Association congolaise pour l'accès à la justice (ACAJ) appelle le gouvernement de la RDC à faire encadrer la marche projetée par le Comité laïc de coordination (CLC) ce dimanche 25 février à Kinshasa et d'autres villes de la RDC. « L'ACAJ met en garde le gouvernement de la RDC contre tout recours à la force pour réprimer la marche pacifique du 25 février, comme il l'a fait les 31 décembre 2017 et le 21 janvier 2018. Les responsables gouvernementaux, militaires et policiers qui ordonneraient la répression de ladite marche engageraient leur responsabilité pénale devant la CPI pour toutes les violations graves des droits de l'homme qui en résulteraient », indique le communiqué publié ce 25 février. Dans ce communiqué, l'ACAJ note avec préoccupation « le refus du gouverneur de la ville de Kinshasa de recevoir deux avocats, mandatés par le CLC, pour le représenter à la séance de travail relative à la dite marche », exigeant la présence physique de ses membres. Selon le document, André Kimbuta a même refusé de recevoir et analyser le document des itinéraires et points de ralliement élaboré à son intention par le CLC.

Kinshasa : les messes se déroulent normalement avant le début de la marche prévue par le CLC. Les messes se déroulent normalement dans les paroisses de la ville de Kinshasa où sont déployés les reporters de Radio Okapi, en prévision de la marche projetée par le Comité laïc de coordination (CLC). Par contre, la circulation est encore timide dans les principales artères de la ville où les forces de l'ordre ont installé plusieurs check-points. La veille de cette marche initiée par le Comité laïc de coordination, les forces de sécurité ont été déployées dans certains points chauds de Kinshasa.

Nord-Kivu: 5 morts dans une tentative d'intrusion des miliciens Mai-Mai dans la ville de Goma. Au moins 4 Mai-Mai et un militaire ont été tués samedi 24 février dans les affrontements qui ont suivi une tentative d'intrusion de ces miliciens par les quartiers Kasika et Turunga dans la ville de Goma. Les forces loyalistes ont aussi capturé certains miliciens et ont récupéré certaines armes. rapporte le porte-parole de la 34^e Région militaire, le major Guillaume Njike.

Marche du CLC : la police lance des gaz lacrymogènes à la paroisse Saint Joseph. La police nationale congolaise a lancé des gaz lacrymogènes à l'intérieur de la paroisse saint Joseph dans la commune de Kalamu. Les fidèles ont pourtant fait une procession à l'intérieur de la paroisse en lieu et place de la marche sur les principales artères de la ville. Le prêtre en a décidé ainsi en raison de la forte présence des forces de l'ordre déployées autour de la paroisse.

152 Organisations de la société civile soutiennent la marche initiée par le CLC. Cent cinquante-deux organisations de la société civile congolaise ont porté leur soutien au Comité laïc de coordination (CLC), initiateur de la marche de ce dimanche 25 février. Dans un communiqué publié samedi 24 février à Kinshasa, ces organisations annoncent qu'elles vont déployer 1670 observateurs qui seront répartis dans toutes les paroisses catholiques de Kinshasa. Réunies pour évaluer la situation sécuritaire et sociopolitique du pays, ces organisations de la société civile congolaise notent avec inquiétude « la détérioration des conditions d'exercice des droits et liberté des citoyens ». Tout en rappelant les droits et libertés fondamentales des citoyens de manifester pacifiquement, ces 152 organisations de la société civile soutiennent la marche pacifique prévue par le comité Laïc de coordination ce dimanche. Contrairement à ces organisations, le député national Douglas Dunia appelle les organisateurs de la marche de ce dimanche à abandonner cette initiative. Car dit-il, l'irréversibilité du processus électoral devrait rassurer les uns et les autres.

L'accès à internet et aux SMS de nouveau bloqué. L'accès à internet et aux SMS est bloqué depuis ce dimanche, jour de la marche projetée par le Comité laïc de coordination. Les utilisateurs de Kinshasa ont observé cette coupure à 9h00.

Lubumbashi : la police disperse la marche du CLC. La marche du Comité laïc de coordination (CLC) a été dispersée ce dimanche 25 février à Lubumbashi. Des chrétiens qui ont tenté de marcher après la première messe à la cathédrale Saint Pierre et Paul ont été dispersés par la police. Le député national Fabien Mutomb, membre de l'UDPS qui était à la tête de cette marche. L'on a aussi enregistré des échauffourées entre des jeunes et des éléments de la police du côté de la paroisse Sainte Bernadette dans la commune Katuba. Les policiers ont même tiré des coups de feu et interpellé un jeune homme.

La police réprime la marche du CLC à Kisangani et place en garde à vue trois prêtres. La police a réprimé ce dimanche à Kisangani la marche organisée par le CLC. Les forces de l'ordre ont fait usage de gaz lacrymogènes et tirs à balles réelles. Les manifestants venus de plusieurs paroisses voulaient converger vers la cathédrale Notre Dame du très Saint rosaire, lieu du départ de leur marche vers le gouvernorat de province. Déjà la nuit, la police a été déployée dans certains carrefours et dans les environs des paroisses catholiques. Aux environs de 9h30, alors que les chrétiens sortaient de la messe à la cathédrale, la ceinture déployée à la hauteur de la banque centrale se déchaîne. Gaz lacrymogènes, jets de

pierres et armes automatiques ont été utilisés par des forces de l'ordre pour étouffer le début de la marche à partir de la cathédrale Notre dame. «Le peuple ne veut pas rester dans la souffrance. C'est pourquoi les laïcs chrétiens se sont mis à manifester. Ils ont été accompagnés par leurs pasteurs, pour une marche pacifique. Les forces de l'ordre ont étouffé cette

manifestation et ont pris en otage trois prêtres. Nous demandons aux autorités de laisser la population exprimer son mécontentement et nous réclamons la libération sans conditions des abbés arrêtés », indique l'abbé Alain Lisasi, le chancelier de l'archidiocèse de Kisangani.

Kinshasa : la police étouffe la marche des laïcs catholiques dans plusieurs paroisses. La Police nationale congolaise a étouffé dimanche 25 février dans plusieurs paroisses de Kinshasa la marche organisée par le Comité laïc de coordination (CLC). A la paroisse Notre dame du Congo, les manifestants ont été dispersés avec des gaz lacrymogènes. Les défenseurs des droits de l'homme dénoncent la brutalité utilisée par la police pour disperser les manifestants. La police a recouru aux gaz lacrymogènes après plusieurs tentatives de négociations. Pour sa part, le commissaire de la police ville de Kinshasa rassure qu'aucun dérapage n'a été enregistré.

La marche du CLC dispersée dans plusieurs paroisses de Kinshasa. La marche projetée par le Comité laïc de coordination (CLC) n'a pas eu lieu, dimanche 25 février, dans les paroisses de cinq communes de la ville de Kinshasa. A Bandalungwa, Kintambo, Makala, Limete et Kalamu, cette manifestation a été étouffée par la police et l'armée. Dans deux communes par contre comme Bumbu et Mont-Ngafula, les chrétiens ont marché, parfois avec des arrestations signalées ou sans incidents. Dans la paroisse Saint Jean Baptiste de Bumbu, les fidèles ont marché près de 3 kilomètres en chantant des cantiques bibliques. Ils sont arrivés jusqu'à l'avenue Bambole (Bandalungwa) où ils ont été stoppés par les Forces armées de la RDC. Bien avant la marche, les chrétiens avaient surpris dans leur paroisse un intrus. Ils l'ont pourchassé et ont trouvé sur lui des effets militaires. Le comité paroissial de sécurité l'a remis à la police. A Mbudi, dans la paroisse Saint Léonard, la marche s'est déroulée sans incident majeur. Les fidèles étaient plus nombreux que les deux précédentes manifestations, a constaté le reporter de Radio Okapi. La manifestation a été encadrée par la police du sous-commissariat du quartier. A l'issue de la marche, le curé a lancé un message appelant au respect de l'accord de la Saint Sylvestre et invite le président de la République Joseph Kabila à ne pas briguer un troisième mandat.

Marche du CLC en RDC : zéro décès enregistré (Police), deux morts selon la Cenco. Le bilan de la marche du Comité laïc de coordination (CLC) reste controversé, dimanche 25 février l'après-midi. La Police nationale congolaise (PNC) dit n'avoir enregistré aucun mort. Ce que dément la Conférence nationale épiscopale nationale du Congo (CENCO) qui parle de deux morts. «Au titre de bilan provisoire, nous avons enregistré trois blessés dont un à Masina et deux à Lemba, aux environs de Saint Benoit. En Equateur à Mbandaka, les manifestants qui voulaient remonter en ville on fait jonction au niveau des avenues Révolutions et Ipeco. Ils se sont attaqués à la police. 4 agents des forces de sécurité blessés et 4 manifestants», a affirmé le porte-parole de la PNC, le colonel Pierrot Mwanamputu, qui s'exprimait sur les antennes de la télévision nationale, la RTNC. Dans la province de la Tshopo, 9 policiers blessés par jet de pierre dont deux grièvement et deux manifestants blessés. «Nous avons malheureusement encore enregistré des cas de décès. Un cas à Kinshasa. C'est un jeune de Saint Adrien qui a reçu une balle au niveau de Saint Benoit, où il allait pour rejoindre les chrétiens de Saint Benoit. Un autre cas a été recensé à Mbandaka, sur l'avenue de la Révolution en face de l'Eglise Bahaï», a déploré l'Abbé N'shole. Concernant les blessés, au total, la Cenco parle de plusieurs blessés à Kinshasa, Mbandaka, Kisangani et Bukavu. Elle indique aussi qu'il y a eu plusieurs interpellations. L'Abbé N'shole a cependant loué le comportement des policiers dans certaines communes de la ville de Kinshasa et appelle la population à demeurer vigilante.

Marche du CLC en RDC : un mort à Mbandaka, pas de manifestations dans plusieurs villes. L'appel à la marche du Comité laïc de coordination a été diversement suivi dans les provinces de la RDC. En Equateur, les manifestants ont été dispersés. Un mort a été comptabilisé selon les sources indépendantes et de l'Eglise catholique. Au Nord-Kivu, dans les villes de Beni et Goma notamment, la situation est restée relativement calme. Dans les villes de Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental), les paroisses ont été quadrillées par les policiers et militaires. Un mort et quatre blessés parmi les manifestants, indiquent des sources indépendantes et de l'Eglise catholique. Situation survenue à la suite de la répression de la marche pacifique des chrétiens catholiques à Mbandaka, par les militaires de la 13e région.

Lundi 26 février.

Arrestations à domicile opérées à Kinshasa après la marche du CLC. «On regardait la télévision. Subitement, on a vu des policiers et des militaires entraient dans la maison. Ils nous ont brutalisés. Ils ont arrêté un garçon, Me Gaylord, avec qui nous regardions la télévision. Ils ont aussi arrêté le papa de cette famille, qui ne comprenait pas ce qui se passait», a relaté Me Thierry Maswaku, un ami de la famille, qui précise que ces arrestations se sont déroulées quelques heures après la manifestation du CLC dispersée dans cette municipalité par les forces de l'ordre. «Un étudiant a été arrêté dans sa chambre.

Un autre dormait, ils l'ont réveillé et sont partis avec lui. Moi j'ai eu la vie sauve à prix de négociations. J'ai montré ma carte d'avocat et ils m'ont relâché, mais ils sont quand même partis avec mon téléphone», a-t-il poursuivi. Il dit craindre pour la vie des personnes arrêtées, parce que l'un des garçons arrêtés est activiste des droits de l'homme.

Marche du CLC : deux personnes tuées, la Monusco appelle à des enquêtes. La Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, Leïla Zerrougui regrette qu'au moins deux personnes aient été tuées lors de la marche des fidèles catholiques organisée dimanche 25 février à l'appel du Comité laïc de coordination (CLC). La Monusco fait également état de 47 blessés et plus de 100 arrestations rapportés par les équipes d'observation de la Monusco déployées sur l'ensemble du territoire. Leïla Zerrougui appelle les autorités congolaises à « mener des enquêtes crédibles sur ces incidents et à prendre les sanctions appropriées ». La cheffe de la Monusco invite par ailleurs toutes les parties prenantes à faire preuve de retenue et souligne l'importance de respecter les droits du peuple congolais à la liberté d'expression et au droit de manifester pacifiquement.

Marche du CLC: les jeunes du PPRD accusés d'avoir vandalisé le siège de l'UNC à Kinshasa. L'Union pour la nation congolaise (UNC) de Vital Kamerhe accuse les jeunes du Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD) d'avoir vandalisé dimanche pendant la marche des fidèles catholiques à Kinshasa son siège national situé dans la commune de Barumbu. Il dénonce par ailleurs la répression des manifestants dimanche ainsi que les décès enregistrés durant cette marche et promet, « de réunir les dossiers et saisir qui de droit pour violations des droits de l'homme et pour crimes contre l'humanité ».

Libération de trois prêtres interpellés lors de la marche des laïcs catholiques à Kisangani. Les forces de l'ordre ont relâché dimanche 25 février dans la soirée les trois abbés interpellés quelques heures plus tôt pendant la marche des laïcs chrétiens à Kisangani. Les trois prêtres accompagnaient leurs fidèles qui marchaient lorsqu'ils ont été interpellés avec d'autres manifestants par la police. De son côté, Madeleine Kitembo, membre du comité directeur des laïcs chrétiens de Kisangani, a appelé à la libération des autres fidèles interpellés dimanche. Elle promet d'autres manifestations dans les jours qui viennent, estimant qu'il s'agit là de l'unique façon de « combattre la dictature qui a été domicile en RDC ».

Marche du CLC: l'UDPS aile Tshibala salue « la maturité du peuple congolais ». L'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) aile Tshibala salue la maturité du peuple congolais à la suite de l'appel à marcher du Comité laïc de coordination (CLC). Maurice Muyananu, secrétaire national de ce parti, estime que la plupart des fidèles catholiques se sont abstenus de participer à cette manifestation parce qu'elle visait, selon lui, à bloquer le processus électoral.

Pour la police, Rossy Tshimanga, tué à Lemba, était un « fauteur de troubles ». Rossy Mukendi Tshimanga, 36 ans, a été visé par balle à bout portant par les forces de la police à la paroisse St Benoit de Lemba (Kinshasa), selon des témoins. Le jeune activiste s'apprêtait à fermer le portail de la paroisse lorsqu'il a été atteint par balle à l'abdomen avant de succomber à ses blessures à l'hôpital peu après, précisent les mêmes sources. Après avoir annoncé « zéro mort » dimanche dans les marches organisées par le comité laïc de coordination (CLC), la police a reconnu lundi le bilan de deux morts, celle de Rossy Mukendi Tshimanga à Kinshasa et d'une autre personne à Mbandaka mais donne une toute autre version de la mort de Rossy Tshimanga. «A Kinshasa, Monsieur Rossy Tshimanga Mukendi, domicilié à Ngaba, est descendu à Saint Benoit, à Lemba pour semer le désordre. Lors de l'affrontement avec les forces de l'ordre, le fauteur de troubles Rossy sera grièvement atteint par balles en caoutchouc. Acheminé d'urgence à Saint Joseph, il finira par succomber», a déclaré lundi le colonel Pierrot Muanamputu, porte-parole de la police. Marié et père de deux enfants, Rossy Mukendi Tshimanga était à assistant à la faculté des Relations internationales de l'Université pédagogique nationale (UPN). Il dirigeait le mouvement citoyen « Collectif 2016 ».

Sud-Kivu: cinq morts dans une attaque d'hommes armés à Kabare, série d'attaques à Walungu. Cinq personnes ont été tuées dans une attaque d'hommes armés survenue durant la nuit de dimanche à lundi 26 février simultanément dans les territoires de Kabare et Walungu (Sud-Kivu). A Kabare, les assaillants ont mené leur attaque dans le groupement de Kagabi. En tenue civile, ils ont pris pour cible un bistrot situé non loin de la paroisse catholique de Kabare et ont forcé les clients trouvés sur place à leur remettre tout ce qu'ils possédaient. Trois des clients qui ont résisté, ont été abattus à bout portant, les deux autres victimes sont un policier et un pasteur. L'agent de l'ordre a trouvé la mort en tentant d'intervenir durant le forfait et le pasteur a été abattu alors qu'il était en plein culte dans son Eglise. Alors que se déroulait cette attaque armée à Kabare, une autre s'est produite dans le même laps de temps à Walungu, territoire voisin de Kabare. D'après des sources locales, deux centres de santé ont été pris d'assaut et pillés par un autre groupe d'hommes armés et cagoulés. Durant la même nuit, un autre groupe d'hommes armés a mis à sac le Centre de santé de Cigukiro dans le groupement Lurhala à Walungu.

Arrivée de renforts militaires à Djugu, confronté aux tensions intercommunautaires. Les Fardc ont annoncé lundi 26 février l'arrivée depuis samedi dernier d'un renfort militaire pour épauler la police dans le territoire de Djugu (Ituri), théâtre des tueries et autres actes de vandalisme perpétrés par des hommes armés depuis le début du mois. Ces militaires sont arrivés dans la zone dans la journée de samedi. Il s'agit de l'unité spécialisée dans le maintien de l'ordre public, qui jadis a

servi sous le drapeau de l'ONU en République Centrafricaine. Après un séjour de quelques heures à Bunia où ils étaient en transit, ces éléments ont été déployés dans les foyers de tension. Lieutenant Jules Ngongo lance un message d'espoir à la population. Ce conflit de Djugu a jeté dans la rue des milliers de personnes. Des dizaines de personnes ont été sauvagement abattues, des cases, des écoles ou des structures de santé rasées par des assaillants.

Nord-Kivu: des enfants ex-soldats meurent dans les mines. Au moins quarante enfants sortis de groupes armés seraient morts notamment dans les sites miniers de Rubaya (Nord-Kivu), ces trois dernières années, a indiqué lundi 26 février leur représentant, Jean-Claude Ihumba Bahati. Lorsque ces enfants étaient sortis de groupes armés, selon lui, la plupart d'entre eux avaient reçu des promesses d'emploi. Faute de cet encadrement promis, «nombreux travaillent dans les sites miniers suite au chômage et nombreux y meurent», a-t-il expliqué.

Mardi 27 février.

Les personnalités congolaises sanctionnées par l'UE introduisent un recours. «Ils se réveillent un matin et ils dressent une liste de certaines personnalités. Et ils disent 'voilà vous êtes sanctionnés, vous ne pouvez pas mettre vos pieds en Europe, on va confisquer tous vos avoirs [...] Je crois que c'est de l'arbitraire», a déclaré lundi 26 février à Radio Okapi Jean-Claude Kazembe, ancien gouverneur du Haut-Katanga, l'une des personnes sanctionnées. Il estime que cette démarche est plutôt politique que juridique. La députée européenne qui a soutenu ces sanctions, Marie Arena, soutient pour sa part que ces personnalités sont dans leurs droits de réclamer un réexamen du dossier des sanctions de l'Union européenne. Mais elle fait remarquer que ces sanctions avaient été prises suivant les procédures classiques de l'Union. Il ne s'agit pas d'une procédure particulière appliquée à l'égard de la RDC, car des sanctions similaires ont aussi visé d'autres pays dont l'Afghanistan, la Guinée Bisau, la Chine et bien d'autres. «La justice est tout à fait indépendante. Et donc, elle traitera de cette demande de réexamen en bonne et due forme », affirmé la même source.

Le chef des droits de l'homme à l'ONU dénonce « des abattoirs humains en RDC et dans quatre autres pays ». Zeid Ra'ad Al Hussein, le Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme a dénoncé lundi 26 février des « abattoirs d'êtres humains » en RDC, en Syrie, au Burundi, au Yémen et en Birmanie. Il a fait cette déclaration devant le Conseil des droits de l'homme réuni à Genève. « Ces conflits sont devenus quelques-uns des abattoirs d'êtres humains les plus prolifiques de l'époque récente parce qu'on n'a pas agi suffisamment pour empêcher ces horreurs. car peu est fait, préventivement ou collectivement, pour éviter ces horreurs qui se multiplient », a dit Zeid Ra'ad Al Hussein. Il a également accusé les membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU d'être « responsables de la poursuite de tant de souffrances ». « Tant qu'ils [membres permanents du Conseil de sécurité] utiliseront le veto pour bloquer toute action unitaire (...) qui pourrait réduire les souffrances extrêmes de populations innocentes, alors ce seront eux qui devront répondre devant les victimes », a-t-il affirmé.

Emmanuel Ramazani nommé secrétaire permanent du PPRD. Emmanuel Ramazani Shadary a été nommé lundi 26 décembre secrétaire permanent du Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD). Ce poste est l'une des innovations contenues dans les statuts révisés du PPRD au mois de janvier. Il devient ainsi la deuxième personnalité du parti après Joseph Kabila. En tant que secrétaire permanent, Emmanuel Ramazani fait partie du Bureau politique qui est l'organe de conception, d'orientation et de décision du parti. L'article 37 des mêmes statuts donne au bureau politique la mission de : Décider des alliances et regroupements avec d'autres partis politiques ; Entériner la désignation des animateurs des organes de base ; Entériner des candidatures des membres aux différentes élections : nationales, provinciales, urbaines, municipales et locales. Ancien secrétaire général adjoint du PPRD, Emmanuel Ramazani Shadary assumait jusque récemment les fonctions de Vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur. Il a été remplacé au gouvernement par Henri Mova Sakani.

Marche du CLC : Tokis Kumbo, policier présumé auteur du meurtre de Rossy Mukendi, selon la police. La police nationale congolaise a annoncé lundi l'arrestation du policier qui aurait abattu à Lemba l'activiste Rossy Mukendi Tshimanga lors la marche organisée par le Comité laïc de coordination (CLC) dimanche 25 février à Kinshasa. Il s'agit du brigadier en chef Tokis Kumbo, matricule 1198511210674 de l'Escadron mobile d'intervention Mont-Amba. A en croire le communiqué de presse de la PNC, le policier incriminé « a tiré des balles en caoutchouc en direction de M. Mukendi pour défendre son commandant d'unité, en la personne du commandant supérieur adjoint Lokeso Koso Carine qui se trouvait en face d'une foule hostile, qui l'agressait ». Pour l'Association congolaise pour l'accès à la justice (ACAJ) cependant, le décès

de Rossy Mukenedi Tshimanda est un meurtre prémédité par les forces de sécurité. Marié et père de deux enfants, Rossy Mukendi Tshimanga laisse une veuve et deux enfants. Il dirigeait le mouvement citoyen « Collectif 2016 ».

Mbandaka : prison à vie pour le policier auteur du meurtre d'un manifestant. Le tribunal de garnison de Mbandaka a condamné à perpétuité et au renvoi définitif de la police l'agent de l'ordre reconnu auteur du meurtre d'un jeune manifestant

lors de la marche organisée dimanche 25 février par le Comité laïc de coordination (CLC) à Mbandaka (Equateur). Le policier Obed Agbe Kingbelea été reconnu coupable du meurtre d'Eric Boloko, jeune manifestant décédé à la suite de ses blessures par balles lors de la marche des fidèles catholiques dimanche à Mbandaka. D'après des témoins, Eric Boloko a été tué à bout portant, avant que son meurtrier ne prenne la fuite.

RDC : le président zimbabwéen est arrivé à Kinshasa. Emmerson Mnangagwa, Président zimbabwéen au pouvoir depuis le 24 novembre, est arrivé à Kinshasa ce mardi 27 février, pour sa première visite officielle en RDC. Il va avoir une séance de travail avec le président congolais Joseph Kabila.

Mbandaka : des anciens membres du gouvernement provincial réclament leurs indemnités de sortie. Plusieurs anciens ministres provinciaux de l'Equateur ainsi que leur personnel d'appoint ont manifesté lundi à l'esplanade du bâtiment administratif pour réclamer le paiement de leurs indemnités de sortie et arriérés de salaire. Le porte-parole du gouvernement provincial, Rossi Bolekwa a assuré que le gouverneur Bobo Boloko attend des fonds promis par sa hiérarchie pour répondre à ces revendications.

Les ressortissants de l'Ituri vivant à Kisangani recommandent aux Hema et Lendu de bannir la vengeance. Les intellectuels, ressortissants de la province de l'Ituri vivant à Kisangani, recommandent aux communautés Hema et Lendu de bannir la culture de la vengeance. Ils se disent « très préoccupés de la crise intercommunautaire qui refait surface » à Djugu en Ituri. Cette élite est composée des représentants des communautés Hema et Lendu réunis sous une association dénommée « BANA pour la paix en Ituri », créée depuis 2002. Pour ces intellectuels qui ont analysé le récent conflit entre les Hema et les Lendu à Djugu, les responsabilités sont partagées à des degrés divers. Ils recommandent au gouvernement de favoriser le retour de ces populations dans leurs milieux respectifs.

Nord-Kivu : au moins 20 morts dans les attaques des villages par les miliciens. Au moins 20 personnes, dont 13 civils, ont été tuées du dimanche 25 et au lundi 26 février dans les attaques de trois villages du groupement Mutanda dans le territoire de Rutshuru par des combattants de la coalition des miliciens FDLR-Nyatura. Les sources administratives locales affirment que ces combattants Nyatura se sont affrontés aux Maï-Maï au Nord de Mutanda et aux FARDC dans le village Bwalanda. Ils ont d'abord attaqué les villages de Kalusi et Kanyasi, occupés par les Maï-Maï Mazembe, qui ont été les premières cibles des attaques des Nyatura dimanche matin, d'après ces sources. A Kalusi et Kanyasi, au moins 9 civils ont été tués dans leurs champs, et 2 miliciens Maï-Maï ont été abattus. Les Nyatura se sont par la suite affrontés avec les Mazembe avant de se replier vers Mirangi. Ces miliciens Nyatura, avec l'appui des FDLR ont attaqué, lundi, le village Bwalanda, tuant et blessant des personnes rencontrées sur leur chemin. Quatre civils ont été tués et 5 autres blessés, alors que dans la contre-offensive des Fardc, 5 assaillants ont été aussi tués.

Monseigneur Fridolin Ambongo aux autorités : « Que ce qui s'est passé dimanche, ne se répète plus ». Au terme d'un échange qu'il a eu lundi à Mbandaka avec les autorités militaires et administratives de l'Equateur à la suite de la répression meurtrière de la marche organisée par le Comité laïc de coordination (CLC), l'archevêque de Mbandaka-Bikoro et archevêque coadjuteur de Kinshasa Mgr. Fridolin Ambongo a appelé les autorités congolaises à ne plus verser le sang des Congolais qui réclament leur droit constitutionnel. Premièrement, c'est à l'endroit des autorités du pays. Que ce qui s'est passé hier, ne se répète plus. Plus jamais le sang des fils et filles du Congo ne doit couler lorsque le peuple revendique ce qui est constitutionnel, le droit de marcher. C'est aussi à l'endroit de la police, le général commandant de la police. Il demande pardon aux fidèles catholiques de la province, pour ce qui s'est passé hier. Vis-à-vis de la communauté internationale, je salue la Monusco qui a été présente hier de façon exceptionnelle dans tous les endroits où nos fidèles ont marché.

Maï-Ndombe : des centaines de passagers disparus après naufrage des baleinières. «Il y a un convoi de trois baleinières attachées. Ce convoi a quitté la ville de Mushi et aux alentours de 23h à 40 ou 50 km de Kwamouth, précisément au niveau du village Epulu, ce convoi a connu un vent violent et une forte pluie. C'est ainsi que dans ce convoi, qui comptait - selon les premières informations - 500 personnes à bord, a chaviré », rapporte le député Didace Pembe. Selon lui, quelques rescapés, en nombre très réduit, sont enregistrés.

Djugu: trois personnes tuées à la machette dans une attaque d'hommes armés. Une nouvelle attaque d'hommes portant des armes blanches et à feu a fait trois morts, plusieurs cases incendiées et des biens pillés, à Tchele, un village situé à environ 45 km au nord de Bunia en chefferie de Ndo Okebo dans le territoire de Djugu (Ituri). Des sources de la police indiquent que ces attaques ont eu lieu dans la nuit de lundi à mardi 27 février. Les assaillants seraient venus de Pawulele, un village voisin. Certains habitants de Tchele ont pris la destination de Mabanga. D'autres se sont dirigés vers Nizi et d'autres

se sont réfugiés à Bunia, à 45 km de là, laissant derrière eux les assaillants qui ont mis à sac le centre commercial de Tchele, selon un notable de Ndo Okebo.

RDC : des mouvements citoyens réclament justice après le meurtre de Rossy Mukendi. Les jeunes des Mouvements citoyens Cocorico, «Il est temps» et «Biso Peuple» ont dénoncé mardi 27 février le meurtre de leur compagnon de lutte et co-marcheur Rossy Mukendi, lors de la marche pacifique organisée dimanche par le Comité laïc de coordination (CLC). Ils ont cependant affirmé leur détermination poursuivre la lutte « jusqu'à ce que soit instaurée la vraie alternance démocratique » en RDC. Dans leur déclaration lue par Gloire Watshipa, coordonnateur du Mouvement citoyen Cocorico, les activistes de ces mouvements citoyens réclament des poursuites contre les auteurs de ce meurtre. Ils appellent les jeunes congolais et des mouvements citoyens à converger leurs forces pour revendiquer la justice. « Nous militerons avec détermination jusqu'à ce que soit instaurée la vraie alternance démocratique », martèlent ces jeunes.

Ituri : un mort dans une attaque des présumés miliciens FRPI à Kaguma. Une personne a été tuée et une autre blessée lundi 26 février, dans une attaque d'hommes armés identifiés comme des miliciens des Forces de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) à Kaguma, un village du territoire d'Irumu (Ituri). Selon des sources locales, des dizaines des présumés miliciens des FRPI ont fait irruption à Kaguma dans le groupement Zadu vers 20 heures en tirant des coups de feu. Le président du conseil des jeunes note que ces miliciens ont tiré à bout portant sur un homme d'une trentaine d'années et ont blessé d'autres occupants de la maison. Ils se sont retranchés dans la brousse, affirme le chef intérimaire de Walendu Bindi, Jérôme Maguru.

Mercredi 28 février.

Atteinte à l'administration de la justice à la CPI : le verdict en appel de Bemba et consorts le 8 mars. La Cour pénale internationale (CPI) rendra le 8 mars prochain le verdict du procès en appel de Jean-Pierre Bemba, Fidèle Babala, Jean-Jacques Mangenda, Narcisse Arido et Aimé Kilolo. Ces personnes ont été condamnées au premier degré à des peines allant de six mois à deux ans et demi d'emprisonnement pour avoir produit des faux témoignages devant la Cour lorsque Jean-Pierre Bemba était jugé pour des crimes commis en Centrafrique entre 2002 et 2003 par les rebelles du MLC qu'il dirigeait. L'exécution de la peine d'un an et demi de prison contre Aime Kilolo, l'ancien avocat de Jean-Pierre Bemba, avait été suspendue pour trois ans à condition que le condamné paie l'amende de 30 000 euros et n'entrave plus la justice. Cadre du MLC, parti de Jean-Bemba, en Belgique, Jean-Jacques Mangenda a également vu l'exécution de sa peine d'un an et demi suspendue à condition qu'il ne commette pas dans les trois ans une infraction susceptible d'entraîner un emprisonnement. La Cour avait par ailleurs considéré que Narcisse Arido et Fidèle Babala avaient déjà purgé leurs peines de prison après avoir déduit de ces peines le temps qu'ils avaient passé en détention à La Haye. Seul Jean-Pierre Bemba devra purger la peine supplémentaire d'un an de prison aux 14 déjà prononcés contre lui dans l'affaire des crimes de guerre et crime contre l'humanité commis en Centrafrique.

RDC: regain de violences au Kasai, 15 morts dans une attaque. Quatorze assaillants présumés et un militaire ont été tués lundi dans des affrontements entre une milice et les forces de sécurité au Kasai, dans un nouveau regain de violence dans le centre de la RDC. "Les miliciens Kamwina Nsapu sont arrivés au chef-lieu de Lombelu et ont attaqué par surprise une patrouille de combat de l'armée" lundi, a déclaré André Kapiola, chef de secteur de Lombelu au Kasai-Central. "Nous avons ramassé 14 corps de miliciens", a-t-il ajouté, précisant qu'un militaire avait aussi été tué. D'après les témoignages recueillis par l'AFP auprès d'habitants de Lombelu, la moitié des personnes tuées seraient toutefois des "citoyens ordinaires", victimes collatérales des combats. Selon M. Kapiola, la population a fui dans la brousse, bien que la situation soit "sous contrôle". "Beaucoup de miliciens sont éparpillés à travers les mines de diamant" dont regorge la localité de Lombelu, a indiqué à l'AFP un responsable de l'association des creuseurs du diamant. Les creuseurs craignent pour leur sécurité, a-t-il ajouté. Selon une source militaire locale, l'attaque est l'œuvre des miliciens Kamwina Nsapu, "qui essaient de se réorganiser. Ils tentaient de voler les armes" et des munitions, selon lui.

Joseph Kabila disposé à accueillir à Kinshasa les chefs de l'ONU et de l'UA. Le président congolais Joseph Kabila a donné son accord pour une visite conjointe dans son pays du patron de l'ONU, Antonio Guterres, et du président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, a appris mardi l'AFP auprès des Nations unies. Aucune date

précise n'a encore été arrêtée pour cette visite. A l'automne 2017, l'ambassadrice américaine à l'ONU, Nikki Haley, s'était rendue en RD Congo pour faire pression sur le président Kabila afin que des élections soient fixées au plus vite dans son pays. La date retenue pour les scrutins est le 23 décembre mais l'incertitude demeure sur ce que décidera le président Kabila. L'opposition lui réclame d'annoncer formellement qu'il ne sera pas candidat à un nouveau mandat.

Elections en RDC : l'AR opposée à l'usage de la machine à voter. L'Alternance pour la République (AR), plateforme politique membre du Rassemblement de l'opposition dirigée par le tandem Felix Thisekedi-Pierre Lumbi, s'oppose à l'usage de la machine à voter lors de prochaines chances électorales.

Mambasa : peine de mort pour un militaire meurtrier de son commandant. Le tribunal militaire de garnison de l'Ituri a condamné mardi à la peine de mort le soldat de la deuxième classe Gere Alime, reconnu coupable d'avoir abattu à bout portant son commandant, le capitaine Muhawe Mutumba, à Mambasa. D'après le major Vicky Lopombo, auditeur militaire de garnison de l'Ituri, le capitaine Muhawe Mutumba a été abattu alors qu'il tentait de désarmer son meurtrier, accusé alors par la population de rançonner les habitants en les menaçant avec son arme. Devant son supérieur qui lui intimait l'ordre de restituer son arme, le soldat Alime a alors ouvert le feu, blessant mortellement son supérieur. Il a tenté de fuir mais a vite été rattrapé par les habitants qui l'ont poursuivi.

Lualaba : une marche contre la politique de recrutement de la SNEL à Mwadingusha dispersée par la police. La police de Mwadingusha dans le Lualaba a dispersé mardi une marche organisée par les habitants de cette cité pour protester contre le recrutement de la Société nationale d'électricité qui leur serait défavorables. D'après les manifestants, ce projet financé par la Banque mondiale mettait l'accent sur l'amélioration du social des populations locales par la promotion de l'emploi des jeunes. Or, ce projet a déjà démarré depuis un mois et aucun jeune n'a été recruté dans l'équipe à pied d'œuvre.

Nord-Kivu: 8 personnes kidnappées à Binza. Huit personnes ont été enlevées, depuis samedi dernier, entre Nyamilima et Ishasha, en groupement Binza, territoire de Rutshuru. Les kidnappeurs présumés, des combattants de plusieurs groupes armés qui pullulent dans la zone, ne viseraient que les voyageurs à moto ou à bord des véhicules. Parmi les victimes, trois femmes ont été libérées quelques heures après par leurs ravisseurs. Ce qui porte à huit, le nombre des personnes enlevées sur ce tronçon routier depuis samedi, dont cinq seraient encore entre les mains de leurs ravisseurs.

Cinq membres d'une même famille meurent dans un incendie à Goma. Cinq personnes, dont quatre sont membres d'une même famille, ont trouvé la mort dans l'incendie de leur maison survenu mardi durant la nuit à Goma. Le feu serait parti du salon avant de se propager dans toute la maison. Alertés, ces voisins n'ont pas trouvé d'issue pour secourir les victimes. Parmi ces dernières figurent la mère de famille, ses trois enfants (deux filles de 17 et 19 ans, son petit garçon) et la femme de ménage.

Besoins humanitaires en RDC : une conférence des Nations unies prévue à Genève pour mobiliser 1,7 milliards USD. Les Nations unies organisent le 13 avril prochain une conférence à Genève pour mobiliser plus d'attention et de financement de la part de la communauté internationale pour répondre aux besoins humanitaires en RDC. Selon Julien Frederic Harneis, coordonnateur humanitaire adjoint en RDC qui s'exprimait mercredi lors de la conférence hebdomadaire des Nations unies à Kinshasa, 1,7 milliards de dollars américains sont nécessaires pour couvrir les besoins en assistance humanitaire pour 2018 et les années suivantes. Cet appel de fonds est le plus grand jamais réalisé pour la RDC, où plus de 10 millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire. Le coordonnateur humanitaire adjoint de l'ONU en RDC revient d'une tournée de six semaines dans les zones d'urgence et des conflits dans les provinces de l'Est et du centre de la RDC. L'urgence humanitaire justifie la conférence que les Nations unies organisent en avril prochain à Genève.

Pour empêcher la disparition du lac Tchad, un vieux projet controversé exhumé. Eviter la disparition du Lac Tchad: l'urgence est bien réelle, et pour y faire face, des experts réunis à son chevet ont exhumé Transaqua, un mégaprojet imaginé dans les années 80 et controversé, qui consiste à remplir l'immense oasis asséchée. L'idée, particulièrement ambitieuse, est de creuser un canal de 2.600 km depuis la République démocratique du Congo (RDC), puis à travers la Centrafrique, jusqu'au lac d'eau douce. Le lac Tchad est à cheval sur le Cameroun, le Niger, le Nigeria et le Tchad. Le projet Transaqua, imaginé dès 1982 par le cabinet d'ingénierie et de conseil italien Bonifica, implique d'immenses défis techniques et financiers, et n'a jamais vu le jour. Mais l'arrivée d'un partenaire chinois, la Power Construction Corporation of China (PowerChina), qui a signé un accord en 2017 avec la société à l'origine du projet, a récemment relancé les espoirs et les critiques autour du projet. "Le transfert d'eau entre les différents bassins (hydrographiques) n'est pas une option mais une nécessité", a déclaré Sanusi Abdullahi, secrétaire exécutif de la Commission du bassin du lac Tchad, qui supervise

l'utilisation de l'eau et des ressources naturelles. "Nous sommes confrontés à la possibilité que le lac Tchad disparaisse et ce serait catastrophique pour l'ensemble du continent africain". Mais le projet, qui selon une estimation pourrait coûter jusqu'à 14 milliards de dollars (11,5 milliards d'euros), suscite de fortes résistances à Kinshasa. Le transfert des eaux congolaises vers le lac Tchad est "inacceptable", a réagi au téléphone le sénateur d'un parti d'opposition, Modeste Mutinga, auteur du livre "La guerre de l'eau à la porte de la RDC". Cela reviendrait à "perturber le débit du fleuve Congo avec des conséquences sur les écosystèmes en RDC", a-t-il expliqué à l'AFP. "On ne doit pas chercher à résoudre un problème dans

un coin et en créer ici en RD Congo". Les défis techniques et sécuritaires qu'implique un projet comme Transaqua sont également décourageants. Le gigantesque canal devrait traverser plusieurs pays à la géographie changeante et empêtrés dans une instabilité chronique.